

# Rapport financier semestriel

## Au 30 juin 2023



# SOMMAIRE

<b>I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2023</b>	<b>3</b>
1. Compte de résultat par zones géographiques	7
2. Évolution de la situation financière au 30 juin 2023	11
3. Investissements industriels et cash-flow libres	12
4. Performance Climat	12
5. Évènements récents	12
6. Perspectives 2023	13
7. Facteurs de risques	14
<b>II. COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2023</b>	<b>16</b>
1. Compte de résultat consolidé	17
2. État du résultat global consolidé	17
3. État de la situation financière consolidée	18
4. État des flux de trésorerie consolidés	19
5. État de variation des capitaux propres consolidés	20
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2023	21
<b>III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2023</b>	<b>57</b>
<b>IV. DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>58</b>



# **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ**

## **AU 30 JUIN 2023**

<b>1. Compte de résultat par zones géographiques</b>	<b>7</b>
<b>2. Évolution de la situation financière au 30 juin 2023</b>	<b>11</b>
<b>3. Investissements industriels et cash-flow libres</b>	<b>12</b>
<b>4. Performance Climat</b>	<b>12</b>
<b>5. Évènements récents</b>	<b>12</b>
<b>6. Perspectives 2023</b>	<b>13</b>
<b>7. Facteurs de risques</b>	<b>14</b>

- ▼ Forte progression du chiffre d'affaires : résilience des volumes sur la quasi-totalité des marchés pour le ciment et augmentation des prix de vente
- ▼ Redressement de la rentabilité, notamment grâce à la montée en puissance progressive du four de Ragland
- ▼ Endettement maîtrisé avec un ratio de "*leverage*" à 2,6x, en baisse sur 1 an
- ▼ L'EBITDA pour l'ensemble de l'année est attendu en croissance, à un niveau sensiblement supérieur à 2021

#### Compte de résultat simplifié approuvé par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2023

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2023	30 juin 2022	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et change constants)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>1 912</b>	1 755	+9,0%	<b>+16,5%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>314</b>	269	+17,0%	<b>+21,6%</b>
<i>Taux de marge (en %)</i>	<b>16,4%</b>	15,3%		
<b>EBIT Courant</b>	<b>166</b>	128	+29,4%	<b>+34,4%</b>
<i>Taux de marge (en %)</i>	<b>8,7%</b>	7,3%		
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>109</b>	88	+24,5%	<b>+17,8%</b>
<i>Taux de marge (en %)</i>	<b>5,7%</b>	5,0%		
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>94</b>	78	+20,9%	<b>+14,0%</b>
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>239</b>	218	+9,5%	<b>+10,1%</b>

#### Guy Sidos, Président-Directeur général a déclaré :

"Le groupe Vicat a enregistré de solides résultats au premier semestre 2023. La demande en ciment reste globalement bien orientée sur l'ensemble de nos marchés, avec des niveaux de prix qui ont compensé les effets cumulés de l'inflation des coûts, notamment énergétiques. La rentabilité a progressé, en ligne avec nos attentes, notamment soutenue par la montée en puissance du four de Ragland aux Etats-Unis qui se poursuivra au second semestre. Le Groupe n'a cependant pas encore retrouvé ses taux de marges d'avant crise.

Je tiens à remercier l'ensemble des équipes pour leur engagement qui nous permet d'atteindre nos objectifs industriels, financiers et climatiques. Le Groupe a en effet réduit ses émissions spécifiques de CO<sub>2</sub> de 3,6% par rapport à fin juin 2022 pour atteindre 591 kg de CO<sub>2</sub> net par tonne de ciment équivalent, sur notre feuille de route climat pour atteindre 497 kg de CO<sub>2</sub> net par tonne de ciment équivalent d'ici 2030".

#### Avertissements :

- Dans ce communiqué, et sauf indication contraire, toutes les variations sont exprimées sur une base annuelle (2023/2022), et à périmètre et change constants ;
- Les indicateurs alternatifs de performance (IAP), tels que les notions de "périmètre et change constants", de "chiffre d'affaires opérationnel", "d'EBITDA", "d'EBIT courant", "d'endettement net", de "gearing" ou encore de "leverage", font l'objet d'une définition accessible dans ce communiqué de presse en page d'annexe ;
- Ce communiqué de presse peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits

*dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet ([www.vicat.fr](http://www.vicat.fr)). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.*

Des informations plus complètes sur Vicat sont disponibles sur son site Internet [www.vicat.fr](http://www.vicat.fr).

---

Au premier semestre 2023, le **chiffre d'affaires du Groupe** est en progression. Cette hausse résulte essentiellement :

- **D'une croissance des volumes de l'activité Ciment contrastée sur les différents marchés du Groupe** avec d'une part, un ralentissement dans les marchés développés (notamment France et Suisse) et, d'autre part une bonne dynamique de la zone méditerranéenne et dans une moindre mesure de l'Afrique ;
- **D'une augmentation des prix de vente sur la quasi-totalité des marchés**, dans un environnement inflationniste lié notamment aux coûts de l'énergie.

Dans ce contexte, le **chiffre d'affaires consolidé** du Groupe s'établit à **1 912 millions d'euros**, contre 1 755 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une progression de +9,0% en base publiée, et résulte :

- D'une croissance organique de +16,5% à périmètre et change constants ;
- D'un effet de change défavorable de -7,5%, correspondant à un impact négatif de -131 millions d'euros sur la période. L'appréciation du dollar US et du franc suisse par rapport à l'euro ne compense que très partiellement la dépréciation de la livre turque et égyptienne par rapport à l'euro ;
- D'un effet périmètre négligeable sur la période.

**Le chiffre d'affaires opérationnel** du Groupe s'établit à 1 938 millions d'euros sur la période, en croissance de +9,0% en base publiée et de +16,3% à périmètre et change constants. Chacune des activités du Groupe a contribué à cette évolution favorable.

**L'EBITDA consolidé** du Groupe atteint 314 millions d'euros au premier semestre 2023, en hausse de +17,0% en base publiée et de +21,6% à périmètre et change constants par rapport au premier semestre 2022. La marge d'EBITDA atteint 16,4%, en hausse de +110 points de base sur un an. L'évolution de l'EBITDA publié tient compte d'un effet de change défavorable de -12 millions d'euros.

A périmètre et change constants, la progression de l'EBITDA est caractérisée par **un écart prix-coûts favorable** sur un an glissant résultant de :

- **La montée en puissance de Ragland** dont le démarrage avait pesé sur les résultats en fin de premier semestre 2022 ;
- **L'impact des hausses de prix passées sur la quasi-totalité des marchés du Groupe** qui ont permis de compenser la hausse des coûts variables notamment liée à l'énergie. Au premier semestre 2023, les coûts de l'énergie ont progressé de +12% à volume constant pour atteindre 327 millions d'euros contre 293 millions d'euros au premier semestre 2022 ;
- **L'augmentation de l'utilisation de combustibles alternatifs** en substitution aux combustibles fossiles qui progresse de +4,1 points par rapport à la même période de 2022.
- Enfin, l'EBITDA a bénéficié d'un effet de base favorable avec la normalisation des coûts de maintenance en France.

**Par rapport au premier semestre 2021**, l'EBITDA progresse de +4,7% en base publiée, en ligne avec les perspectives annoncées en début d'année. La marge EBITDA reste toutefois inférieure de 280 points de base au niveau du premier semestre 2021 (19,2%). Les hausses de prix enregistrées ont permis de compenser les hausses cumulées de coûts mais n'ont pas permis de retrouver, à ce stade, les taux de marges antérieurs du Groupe.

**L'EBIT Courant** atteint 166 millions d'euros au premier semestre 2023 contre 128 millions d'euros en 2022, en progression de +29,4% en base publiée et de +34,4% à périmètre et change constants. La marge d'EBIT Courant sur le chiffre d'affaires consolidé atteint 8,7%, en progression de +140 points de base sur un an glissant.

Le **résultat d'exploitation** s'établit à 161 millions d'euros, en hausse de +25,7% en base publiée et de +30,6% à périmètre et change constants.

La variation du **résultat financier** au premier semestre 2023 de -32 millions d'euros par rapport à 2022 s'explique par :

- Une augmentation du coût de l'endettement financier net pour -22 millions d'euros sur un an incluant :
  - Une augmentation des charges d'intérêts pour -11 millions d'euros, partiellement compensé par des produits de couvertures à hauteur de 6 millions d'euros ;
  - La modification du traitement comptable des caps (qualification en instrument de couverture à partir de décembre 2022 pour -20 millions d'euros par rapport à juin 2022).
- Un résultat de change négatif de -7 millions d'euros (variation de -4 millions d'euros par rapport à 2022) notamment lié à la dépréciation de la livre égyptienne et de la livre turque.

La **charge d'impôts** baisse de 20 millions d'euros par rapport à 2022. Le taux apparent s'établit à 12,4%, en forte diminution par rapport au 30 juin 2022 (29,6%), à la suite de l'annulation d'un passif d'impôt différé de 26 millions d'euros du fait d'une fusion au Brésil.

Le **résultat net consolidé** s'élève à 109 millions d'euros au premier semestre 2023, en hausse de +17,8% à périmètre et change constants et de +24,5% en base publiée par rapport à 2022.

Le **résultat net part du Groupe** progresse de +14,0% à périmètre et change constants et +20,9% en base publiée, à 94 millions d'euros. Les intérêts minoritaires ont progressé de 5 millions d'euros au premier semestre 2023 en lien avec le produit d'impôt différé non récurrent résultant de la réorganisation au Brésil.

La **capacité d'autofinancement** s'établit à 239 millions d'euros, en hausse de +9,5% en base publiée et de +10,1% à périmètre et change constants.

## 1. Compte de résultat par zones géographiques

### 1.1. Compte de résultat France

(En millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et change constants)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>630</b>	606	+4,0%	<b>+4,0%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>106</b>	80	+31,7%	<b>+31,7%</b>
<b>EBIT Courant</b>	<b>58</b>	31	+85,8%	<b>+85,8%</b>

L'activité du Groupe en **France** a été contrastée au premier semestre 2023 avec des volumes de ciment en légère contraction alors que le ralentissement est plus marqué sur les activités béton et granulats. Le Groupe a cependant bénéficié d'une progression des prix de ventes qui ont permis de compenser la hausse des coûts de production notamment liée à l'inflation des prix de l'énergie (en hausse de +12% au premier semestre 2023 par rapport à la même période en 2022). En conséquence, l'EBITDA progresse de +31,7% au premier semestre 2023. Si l'EBITDA de la période retrouve un niveau légèrement supérieur à 2021, il ne permet pas encore de retrouver le niveau de marge antérieur (16,8% en 2023 au lieu de 18,5% en 2021).

- **Activité Ciment** - le chiffre d'affaires opérationnel est en hausse de +15,9% à périmètre constant. Les hausses de prix de ventes initiées depuis 2022 afin de contenir les effets de l'inflation nous ont permis de compenser la légère contraction des volumes de production en France (recul de la construction résidentielle et stabilité des travaux publics) ;
- **Activité Béton & Granulats** – le chiffre d'affaires opérationnel est en baisse de -2,2% à périmètre constant. Cette évolution résulte d'une baisse des volumes de béton et de granulats, conséquence du ralentissement de la construction résidentielle et des travaux publics routiers partiellement contrebalancé par les hausses de prix de vente passées afin de couvrir les effets de l'inflation du coût des matières premières et du transport. En conséquence, l'EBITDA progresse de +1,3% à périmètre constant sur la période ;
- **Activité Autres Produits & Services** - Le chiffre d'affaires opérationnel est en légère hausse de +0,5% à périmètre constant sur la période. L'EBITDA de cette activité progresse de +5,0% sur la période.

### 1.2 Compte de résultat Europe (hors France)

(En millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et change constants)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>195</b>	184	+6,4%	<b>+2,1%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>46</b>	41	+11,6%	<b>+7,7%</b>
<b>EBIT Courant</b>	<b>29</b>	25	+16,0%	<b>+11,3%</b>

L'activité en **Europe** (hors France) a progressé au premier semestre 2023, soutenue par un environnement de prix favorable qui a plus que compensé le repli des volumes en Suisse. L'EBITDA progresse sur la période de +11,6% en base publiée et de +7,7% à périmètre et change constants grâce à l'appréciation du franc suisse face à l'euro.

En **Suisse**, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est stable à périmètre et change constants (+4,7% en base publiée). L'EBITDA progresse de +7,3% à périmètre et change constants. La marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires consolidé progresse au premier semestre 2023 pour s'établir à 24,3%.

- **Activité Ciment** - Le chiffre d'affaires opérationnel augmente de +5,4% à périmètre et change constants au premier semestre 2023. Cette évolution est le résultat d'une légère contraction de la demande sur la période, compensée par une solide progression des prix de vente. L'EBITDA généré par cette activité progresse de +17,8% à périmètre et change constants.
- **Activité Béton & Granulats** – Le chiffre d'affaires opérationnel recule de -7,0% à périmètre et change constants dans un contexte de baisse de la demande, tant dans le béton que dans les granulats. Les prix de vente progressent, en particulier dans le béton, mais ne permettent pas de compenser totalement les pressions inflationnistes des intrants. En conséquence, l'EBITDA généré par cette activité recule de -20,6% à périmètre et change constants.
- **Activité Autres Produits & Services** - Le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +8,1% à périmètre et change constants. L'EBITDA généré par cette activité progresse.

En **Italie**, le chiffre d'affaires consolidé progresse de +24,6% à périmètre et change constants. Les volumes progressent alors que les prix de vente sont en forte augmentation. L'EBITDA s'affiche en progression de +12,3% impacté par l'inflation des coûts de production.

### 1.3 Compte de résultat Amériques

(En millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et change constants)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>450</b>	401	+12,3%	<b>+11,0%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>84</b>	55	+52,6%	<b>+50,7%</b>
<b>EBIT Courant</b>	<b>45</b>	22	+102,1%	<b>+99,6%</b>

Sur l'ensemble de la zone **Amériques**, l'activité évolue favorablement avec un chiffre d'affaires en progression de +11,0% à périmètre et change constants soutenu par une évolution favorable des prix de vente. La zone a bénéficié de la montée en puissance industrielle et commerciale du nouveau four de Ragland. Sur ces bases, l'EBITDA en zone Amériques progresse de +50,7% à périmètre et change constants au premier semestre 2023 comparativement à 2022.

Aux **Etats-Unis**, l'environnement sectoriel est resté bien orienté mais la performance régionale du Groupe a été contrastée : la Californie a été affectée par d'importantes précipitations qui ont impacté le marché de la construction une large partie de la période, tandis que l'activité du Sud-Est des Etats-Unis a progressé fortement, la montée en puissance du four de Ragland permettant de bénéficier d'un marché bien orienté. Des augmentations de prix ont été passées au premier semestre afin de compenser les effets de l'inflation. Le chiffre d'affaires consolidé atteint 318 millions d'euros, en progression de +15,1% à périmètre et change constants. Compte tenu de ces éléments, et de l'effet de base favorable résultant de l'impact du démarrage du four de Ragland en 2022, l'EBITDA s'établit à 56 millions d'euros, en hausse de +59,5% à périmètre et change constants.

- **Activité Ciment** - le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +19,2% à périmètre et change constants au premier semestre 2023 bénéficiant d'une augmentation sensible des prix de vente et de la montée en puissance du four de Ragland. L'EBITDA progresse de +27,9% à périmètre et change constants.
- **Activité Béton & Granulats** – le chiffre d'affaires opérationnel est en hausse de +11,2% à périmètre et change constants, avec des performances contrastées sur l'ensemble du périmètre géographique : des pluies diluviennes ont impacté la demande en Californie alors que l'accroissement de la disponibilité en ciment en Alabama, grâce à la montée en puissance de Ragland, soutient l'activité Béton. Les prix de vente



progressent nettement dans les deux régions du Groupe. En conséquence, l'EBITDA progresse de +189% sur la période.

**Au Brésil**, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 132 millions d'euros en progression de +2,0% à périmètre et change constants. L'activité est impactée par le ralentissement de l'économie brésilienne mais la hausse des prix enregistrée, afin de compenser la hausse des coûts de production, contribue positivement. Sur ces bases, l'EBITDA progresse de +35,5% à périmètre et change constants au premier semestre 2023 à 28 millions d'euros.

- **Activité Ciment** – le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 103 millions d'euros au premier semestre 2023, en ligne avec 2022 à périmètre et change constants. La hausse des prix de vente et l'amélioration de la performance industrielle ont permis de compenser l'évolution des coûts de production et le repli de l'activité. Dans ce contexte, l'EBITDA progresse de +46,9% à périmètre et change constants.
- **Activité Béton & Granulats** – le chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 46 millions d'euros, en progression de +12,8% à périmètre et change constants, soutenu par une augmentation des prix de vente. Dans ce contexte, l'EBITDA progresse de +2,7% à périmètre et change constants.

#### 1.4 Asie (Inde et Kazakhstan)

(En millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et change constants)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>233</b>	249	-6,5%	<b>-1,2%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>32</b>	52	-39,2%	<b>-36,0%</b>
<b>EBIT Courant</b>	<b>15</b>	35	-56,1%	<b>-54,0%</b>

En **Inde**, le chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2023 est de 201 millions d'euros, stable par rapport 2022 à périmètre et change constants mais en baisse de -6,0% sur base publiée. Dans un contexte de demande dynamique et d'environnement concurrentiel agressif, notamment dans le Sud du pays, le Groupe a mis en œuvre des hausses de prix, qui n'ont que partiellement compensé le niveau encore élevé des intrants au premier semestre, en particulier les coûts de l'énergie. Les volumes sont stables sur la période.

L'EBITDA s'établit à 26 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de -27,4% à périmètre et change constants par rapport à 2022.

Au **Kazakhstan**, le Groupe enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 32 millions d'euros, en baisse de -10,2% à périmètre et change constants. Cette évolution résulte d'une baisse des volumes livrés en début d'année compte tenu de fortes perturbations logistiques affectant l'opérateur ferroviaire kazakh, et d'un tassement des prix.

Dans ce contexte, l'EBITDA s'élève à 6 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de -58,4% à périmètre et change constants par rapport à 2022.

## 1.5 Compte de résultat Méditerranée (Turquie et Égypte)

(En millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et change constants)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>196</b>	145	+34,9%	<b>+126,0%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>21</b>	16	+26,9%	<b>+110,3%</b>
<b>EBIT Courant</b>	<b>12</b>	9	+24,9%	<b>+105,9%</b>

La zone **Méditerranée** bénéficie d'une reprise des volumes ainsi que d'une bonne dynamique de prix de vente en monnaie locale dans un contexte d'inflation élevée mais est impactée par la forte dépréciation des devises turque et égyptienne par rapport à l'euro sur la période.

En **Turquie**, le marché a connu une forte progression au premier semestre grâce au dynamisme de la construction et de meilleures conditions climatiques en début d'exercice. L'environnement macro-économique reste marqué par l'hyperinflation et la forte dépréciation de la livre turque face à l'euro. Le Groupe a poursuivi sa stratégie de soutien ferme des prix afin de compenser les effets de l'inflation sur les coûts de production. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 124 millions d'euros au premier semestre 2023, en progression de +123% à périmètre et change constants et à +36,6% en base publiée.

L'EBITDA est en progression au premier semestre 2023, s'établissant à 17 millions d'euros malgré un impact de change négatif de -11 millions d'euros.

- **Activité Ciment** – le Groupe a bénéficié d'une forte progression des volumes, conjonction de conditions météorologiques favorables et d'une demande en construction bien orientée malgré l'environnement d'hyperinflation. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +128% à périmètre et change constants et de +39,6% en base publiée, à 90 millions d'euros. L'EBITDA progresse également de +90,5% à périmètre et change constants ;
- **Activité Béton & Granulats** – Le chiffre d'affaires opérationnel est en hausse de +102% à périmètre et change constants, à 56 millions d'euros avec une croissance des volumes de Béton et de Granulats. A l'instar de l'activité Ciment, les hausses de prix ont été significatives. L'EBITDA est en progression de +81,9% à périmètre et change constants.

**En Égypte**, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 72 millions d'euros, en hausse de +130% à périmètre et change constants et à +32,0% en base publiée, pénalisé par la dépréciation de la livre égyptienne face à l'euro. Dans un contexte de marché domestique atone, l'activité a bénéficié d'une opportunité d'exportations de clinker. Sur le marché domestique, toujours régi par l'accord de plafonnement des capacités mis en place par les autorités, l'amélioration des prix de vente s'est poursuivie permettant de compenser quasi intégralement la hausse des intrants. Dans ce contexte, l'EBITDA généré en Égypte a poursuivi son redressement au premier semestre 2023 et s'élève à près de 4 millions d'euros après prise en compte d'un effet de change négatif de -3 millions d'euros.

## 1.6 Compte de résultat Afrique (Sénégal, Mali, Mauritanie)

(En millions d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2022	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et change constants)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>208</b>	170	+22,2%	<b>+21,7%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>26</b>	24	+11,0%	<b>+10,3%</b>
<b>EBIT Courant</b>	<b>7</b>	6	+21,8%	<b>+20,0%</b>

Dans la zone **Afrique**, le Groupe bénéficie toujours d'une demande sectorielle favorable, avec notamment la forte reprise du marché malien après la crise politique qui avait sensiblement réduit les livraisons vers ce pays au premier semestre 2022 et la reprise des chantiers d'Etat au Sénégal.

- **Activité Ciment** – Le chiffre d'affaires opérationnel de la zone Afrique progresse de +20,3% à périmètre et change constants. L'augmentation de capacité en cours, permettra à la fois de réduire les coûts de revient et de répondre à la forte demande du marché. Au Mali, le Groupe a bénéficié d'un effet de base favorable lié à l'embargo sur la frontière malienne qui avait impacté l'activité au premier semestre 2022. Les prix ont progressé au Sénégal bénéficiant de la hausse du prix administré en septembre 2022. Dans ce contexte, l'EBITDA progresse de +16,1% sur la période ;
- **Activité Granulats** – Au Sénégal, l'activité granulats est toujours portée par les travaux publics avec la mise en œuvre de grands chantiers d'Etat. Le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +19,7% à périmètre et change constants à 21 millions d'euros. Les prix de vente sont restés stables sur la période, impactés par un effet mix défavorable. L'EBITDA est en baisse de -13,4% à périmètre et change constants au premier semestre 2023.

## 2. Évolution de la situation financière au 30 juin 2023

Au 30 juin 2023, le Groupe maintient une structure financière solide avec des capitaux propres importants et un endettement net maîtrisé. Ainsi, les capitaux propres s'élèvent à 2 853 millions d'euros à cette date contre 2 896 millions au 30 juin 2022.

(En millions d'euros)	30 juin 2023	31 décembre 2022	30 juin 2022
Dettes financières brutes	2 055	2070	2 153
Trésorerie	-463	-504	-481
<b>Dettes financières nettes</b>	<b>1 592</b>	1 567	1 670
EBITDA (12 mois glissants)	616	570	588
<b>Ratio de Leverage (x)</b>	<b>2,59</b>	2,75	2,84

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers. Compte tenu du niveau de l'endettement net et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces "covenants" ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe.

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2023 est de 3,6%, stable par rapport au 31 décembre 2022. La maturité moyenne de la dette au 30 juin 2023 s'établit à 4,7 années.

### 3. Investissements industriels et cash flows libres

---

Au premier semestre 2023, le total des investissements industriels décaissés s'élève à 144 millions d'euros, contre 178 millions d'euros au 30 juin 2022 y compris des décaissements liés aux investissements stratégiques du Groupe, dont le four de Ragland ainsi que le nouveau four du Sénégal.

Sur cette base, les cash-flows libres s'élèvent à 71 millions d'euros, contre -203 millions au 30 juin 2022. Cette amélioration des cash-flows libres résulte de la progression de l'EBITDA au premier semestre 2023 et d'une normalisation de la variation du besoin en fonds de roulement.

### 4. Performance Climat

---

En février 2023, le groupe Vicat a communiqué un objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> à horizon 2030 fortement amélioré : **Vicat vise à réduire ses émissions à hauteur de 497 kg de CO<sub>2</sub> net par tonne de ciment équivalent d'ici 2030** (contre un objectif précédant de 540 kg de CO<sub>2</sub> net par tonne de ciment équivalent), avec un objectif spécifique pour la zone Europe de 430 kg de CO<sub>2</sub> net par tonne de ciment équivalent.

Avec une émission moyenne de 591 kg de CO<sub>2</sub> net par tonne de ciment à mi-année, soit une amélioration de -3,6% par rapport à fin juin 2022 et de -2,8% par rapport à décembre 2022, le groupe Vicat est en ligne avec son objectif 2030.

Cette évolution a été rendue possible par la mise en œuvre de la feuille de route climat du Groupe et notamment une progression de 4,1 points du taux de combustibles de substitution à 31,5% et une baisse du taux de clinker de -0,5% à 77,4%.

### 5. Evènements récents

---

***A compter du 1er octobre 2023, Gianfranco Tantardini est nommé Directeur Général Adjoint en charge des zones Asie et Méditerranée.***

***Pierre Pedrosa est nommé Directeur de la Communication Financière et des Relations Investisseurs.***

Pierre Pedrosa a rejoint le groupe Vicat en qualité de Directeur de la Communication Financière et des Relations Investisseurs. Pierre PEDROSA est directement rattaché à Hugues Chomel, Directeur Général Adjoint et Directeur Financier Groupe.

Ingénieur de formation, Pierre débute sa carrière dans l'industrie sur des fonctions opérationnels. Il possède plus de 10 ans d'expérience en finance acquise en gestion d'actifs institutionnelle ainsi qu'en relations investisseurs.

## 6. Perspectives 2023

---

En 2023, le Groupe s'attend à **une poursuite de la hausse de son chiffre d'affaires** soutenue par des marchés qui devraient, dans l'ensemble, se montrer résilients et par le plein effet des hausses des prix de vente enregistrés en 2022 et des nouvelles hausses passées en 2023. Par ailleurs, l'exercice 2023 bénéficiera :

- Du plein effet du nouveau four de Ragland ;
- De la disparition de coûts non récurrents intervenus en 2022 ;
- D'une stabilisation des coûts de l'énergie.

Sur ces bases, l'EBITDA généré par le Groupe en 2023 est **attendu en hausse, à un niveau sensiblement supérieur à celui enregistré en 2021**

*Précédemment (03/05/2023) : "à un niveau au moins équivalent à celui enregistré en 2021"*

Au cours des exercices 2023 et 2024, le Groupe réduira ses efforts d'investissements qui devraient s'établir autour de 350 millions en 2023 et baisser à nouveau en 2024. Sur l'ensemble de cette période, ces investissements concerneront pour l'essentiel :

- La finalisation des travaux de construction du nouveau four au Sénégal ;
- Les projets d'investissements liés aux objectifs de réduction de son empreinte carbone ;
- Et enfin, les investissements de maintien.

**Le Groupe n'envisage pas le lancement de nouveaux investissements stratégiques de croissance avant d'avoir ramené le *leverage* en deçà de 2,0x.**

### **Perspectives 2023 par pays :**

- En **France**, dans un contexte marqué par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt, la demande pourrait légèrement fléchir au cours de cet exercice. Les prix de vente devraient en revanche poursuivre leur progression pour compenser l'inflation des coûts, notamment énergétiques ;
- En **Suisse**, le marché devrait se replier sur l'ensemble de l'exercice, en se stabilisant progressivement au deuxième semestre. Comme en France, les prix de vente sont attendus en progression après les augmentations mises en œuvre en début d'année ;
- Aux **États-Unis**, l'activité devrait rester soutenue et favoriser le secteur de la logistique au détriment de l'immobilier de bureau. Dans le Sud Est, le Groupe bénéficiera de la montée en puissance du nouvel outil industriel, qui devrait se prolonger au second semestre, et d'un contexte de prix favorable ; Pour rappel, l'activité au deuxième et au troisième trimestre 2022 a été impactée dans le Sud Est par le démarrage du nouveau four de Ragland ;
- Au **Brésil**, le niveau d'activité des marchés sur lesquels le Groupe est présent pourrait baisser légèrement sur l'exercice dans un contexte concurrentiel toujours tendu. Les bonnes performances industrielles devraient permettre une orientation favorable des prix de revient ;
- En **Inde**, l'environnement macroéconomique devrait rester favorable avec un accroissement de la demande. Dans un contexte concurrentiel toujours agressif, les prix devraient rester volatils, avec par ailleurs une baisse des prix de l'énergie sur la deuxième partie de l'année ;
- Au **Kazakhstan**, en dépit d'une base de comparaison qui reste élevée et de l'intensification de l'environnement concurrentiel, le contexte de marché devrait rester favorable sous réserve du rétablissement d'une logistique ferroviaire efficiente ;
- En **Turquie**, dans un contexte macroéconomique encore incertain, le Groupe mobilisera ses outils de production pour répondre aux besoins résultant des efforts de reconstruction et continuera à mener une politique de prix adaptée au contexte hyper-inflationniste ;
- En **Égypte**, les conséquences économiques et monétaires de la crise ukrainienne dégradent les perspectives globales et l'évolution de la devise nationale. Dans le contexte de maintien attendu de l'accord sectoriel en vigueur depuis juillet 2021, le Groupe s'attend à une stabilité de la demande

intérieure, à une poursuite de l'amélioration des prix de vente permettant de limiter les effets de l'inflation et à continuer de bénéficier d'opportunités d'exportations de clinker ;

- En **Afrique de l'Ouest**, l'activité Ciment devrait rester dynamique dans un environnement sectoriel favorablement orienté notamment du fait de la réouverture récente des frontières au Mali. Le maintien d'un contrôle des prix du ciment au Sénégal ne devrait néanmoins pas permettre de pleinement compenser la hausse des coûts dans cette région. L'activité Granulats au Sénégal devrait poursuivre sa croissance alimentée par les chantiers d'infrastructures.

## 7. Facteurs de risques

---

Les facteurs de risques qui pourraient concerner le Groupe au cours des prochains mois sont similaires à ceux identifiés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2022 déposé le 17 mars 2023 auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D23-0103.

Les risques liés au conflit russo-ukrainien reflètent les impacts éventuels du risque pays tels que décrits dans la cartographie des risques du Groupe et présentés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2022, sous le chapitre Risque Pays, page 38. Le risque pays inclut également les impacts éventuels d'un conflit armé sur les activités du Groupe, pouvant mener de l'arrêt des opérations, jusqu'à des pertes humaines ou une destruction totale ou partielle des actifs industriels.

Le groupe Vicat n'a aucune présence industrielle ou commerciale en Ukraine et en Russie. Ainsi, aucun actif du Groupe et aucun employé ne sont directement concernés par le conflit actuel. A ce stade, le Groupe n'a pas enregistré de conséquences sur son activité. Néanmoins, ce conflit est susceptible d'avoir un impact sur la croissance européenne, et plus généralement mondiale, et donc sur les activités du Groupe dans les pays qui pourraient être concernés.

## Groupe Vicat – Information financière– Annexes

### Définition des indicateurs alternatifs de performance "IAP" :

---

- Les données à **périmètre et change constants** permettent de déterminer l'évolution organique d'agrégats chiffrés entre deux périodes et de les comparer en neutralisant les impacts liés aux variations de taux de change et du périmètre de consolidation. Elles sont déterminées en appliquant aux chiffres de la période en cours, les taux de change et le périmètre de consolidation de la période antérieure.
- Le **chiffre d'affaires opérationnel** d'un secteur géographique (ou d'une activité) correspond au chiffre d'affaires réalisé par le secteur géographique en question (ou l'activité) sous déduction du chiffre d'affaires intra-secteur (ou intra-activité).
- **EBITDA** (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires.
- **EBIT courant**: (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.
- **Capacité d'autofinancement** : elle est égale au résultat net avant prise en compte des charges nettes calculées sans impact sur la trésorerie (soit principalement les dotations nettes aux amortissements et provisions, les impôts différés, les résultats de cession et les variations de juste valeur).
- **Cash-flow libre** : il est égal aux flux nets opérationnels après déduction des investissements industriels nets de cessions.

- **L'endettement financier net** représente la dette financière brute (composée du solde des emprunts auprès d'investisseurs et des établissements de crédit, de la dette résiduelle sur contrats de location financement, du solde des autres emprunts et dettes financières hors options de vente et de la trésorerie passive), nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, y inclus la réévaluation des dérivés de couverture et de la dette.
- Le **Gearing** est un ratio relatif à la structure financière correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés.
- Le **Leverage** est un ratio relatif à la rentabilité correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé.



# COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2023

1. Compte de résultat consolidé	17
2. État du résultat global consolidé	17
3. État de la situation financière consolidée	18
4. État des flux de trésorerie consolidés	19
5. État de variation des capitaux propres consolidés	20
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2023	21



## Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 Juin 2023	30 Juin 2022
<b>Chiffre d'affaires</b>	4	<b>1 912 294</b>	<b>1 754 520</b>
Achats consommés		(1 296 329)	(1 202 784)
Charges de personnel	5	( 279 802)	( 260 382)
Impôts, taxes et versements assimilés		( 34 621)	( 35 688)
Autres produits et charges ordinaires	6	12 926	13 217
<b>EBITDA</b>		<b>314 469</b>	<b>268 883</b>
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	6	( 148 227)	( 140 389)
<b>EBIT Courant</b>		<b>166 243</b>	<b>128 495</b>
Autres produits et charges non ordinaires	7	( 4 842)	116
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	7	( 352)	( 540)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>161 049</b>	<b>128 071</b>
Coût de l'endettement financier net		( 24 523)	( 2 333)
Autres produits financiers		20 916	16 677
Autres charges financières		( 38 055)	( 24 074)
<b>Résultat financier</b>	8	<b>( 41 662)</b>	<b>( 9 730)</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés associées		4 706	4 439
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>124 093</b>	<b>122 780</b>
Impôts sur les résultats	9	( 14 771)	( 34 971)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>109 322</b>	<b>87 810</b>
Part attribuable aux intérêts minoritaires		15 274	10 027
<b>Part attribuable au Groupe</b>		<b>94 048</b>	<b>77 783</b>
<b>Résultat par action (en euros)</b>			
Résultat net part du groupe de base et dilué par action		2,09	1,73

## État du résultat global consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2023	30 Juin 2022
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>109 322</b>	<b>87 810</b>
<b>Autres éléments non recyclables au compte de résultat :</b>		
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	(2 690)	89 612
Autres éléments non recyclables au compte de résultat		
Impôt sur les éléments non recyclables	665	(18 579)
<b>Autres éléments recyclables au compte de résultat :</b>		
Ecarts de conversion	(65 128)	106 490
Couverture des flux de trésorerie	9 551	(1 776)
Impôt sur les éléments recyclables	1 208	505
<b>Autres éléments du résultat global (après impôt)</b>	<b>(56 394)</b>	<b>176 252</b>
<b>Résultat global</b>	<b>52 928</b>	<b>264 062</b>
Part attribuable aux intérêts minoritaires	10 107	18 909
<b>Part attribuable au Groupe</b>	<b>42 821</b>	<b>245 153</b>

## État de la situation financière consolidée

### Actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 Juin 2023	31 Décembre 2022
Goodwill	10.1	1 197 466	1 204 814
Autres immobilisations incorporelles	10.2	180 917	183 066
Immobilisations corporelles	10.3	2 500 127	2 504 926
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	10.4	184 848	193 122
Immeubles de placement		31 949	32 124
Participations dans des entreprises associées		82 426	80 804
Actifs d'impôts différés		118 166	126 212
Créances et autres actifs financiers non courants	11	264 512	269 651
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>4 560 411</b>	<b>4 594 719</b>
Stocks et en-cours	12.1	542 553	560 795
Clients et autres débiteurs	12.2	567 007	464 216
Actifs d'impôts exigibles		3 609	45 201
Autres créances		207 645	204 690
Actifs destinés à être cédés		17 133	21 780
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	462 723	503 597
<b>Total des actifs courants</b>		<b>1 800 670</b>	<b>1 800 279</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>6 361 080</b>	<b>6 394 998</b>

### Passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 Juin 2023	31 Décembre 2022
Capital		179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Auto-contrôle		(41 654)	(47 097)
Réserves consolidées		3 035 292	3 003 393
Réserves de conversion		(603 259)	(558 838)
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>2 581 186</b>	<b>2 588 265</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>272 102</b>	<b>274 529</b>
<b>Total capitaux propres</b>	14	<b>2 853 288</b>	<b>2 862 794</b>
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	15.1	87 766	86 355
Autres provisions	15.2	128 832	123 413
Dettes financières et options de vente	16.1	1 563 520	1 672 772
Obligations locatives	16.1	155 296	161 045
Impôts différés passifs	9	287 910	325 188
Autres passifs non courants		20 755	21 594
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>2 244 079</b>	<b>2 390 367</b>
Provisions	15.2	12 108	12 570
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	16.1	342 258	242 161
Obligations locatives à moins d'un an	16.1	45 135	47 537
Fournisseurs et autres créditeurs	17	528 350	540 374
Passifs d'impôts exigibles		20 776	14 814
Autres dettes		315 085	284 381
<b>Total des passifs courants</b>		<b>1 263 713</b>	<b>1 141 837</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>3 507 791</b>	<b>3 532 204</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>6 361 080</b>	<b>6 394 998</b>

## État des flux de trésorerie consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 Juin 2023	30 Juin 2022
<u>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</u>			
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>109 322</b>	<b>87 810</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(4 706)	(4 439)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		2 465	2 345
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- amortissements et provisions		154 010	140 124
- impôts différés		(27 316)	1 315
- plus ou moins values de cession		(2 559)	(1 959)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		1 976	(12 662)
- autres (1)		5 578	5 445
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>238 766</b>	<b>217 979</b>
Variation du besoin en fonds de roulement		(24 086)	(242 102)
<b>Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles (2)</b>	<b>18.1</b>	<b>214 680</b>	<b>(24 123)</b>
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(147 159)	(182 507)
- immobilisations financières		(9 480)	(21 481)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		3 329	4 031
- immobilisations financières		0	1 463
Incidence des variations de périmètre		(346)	(40 034)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>18.2</b>	<b>(153 656)</b>	<b>(238 528)</b>
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u>			
Dividendes versés		(86 250)	(78 820)
Augmentations / Réductions de capital			
Emissions d'emprunts	16	182 725	373 269
Remboursements d'emprunts	16	(158 931)	(33 129)
Remboursements des dettes locatives	16	(24 987)	(28 815)
Acquisitions d'actions propres		(7 274)	(11 525)
Cessions – attributions d'actions propres		9 943	13 346
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>(84 773)</b>	<b>234 326</b>
Incidence des variations de cours des devises		(11 622)	2 475
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(35 372)</b>	<b>(25 850)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	13	471 347	430 442
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture</b>	<b>13</b>	<b>435 977</b>	<b>404 700</b>

(1):

- Dont effet de l'application d'IAS 29 au 30 juin 2023 pour (2,3) millions d'euros

(2):

- Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (23,8) millions d'euros au 30 juin 2023 et (45,2) millions d'euros au 30 juin 2022.

- Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (22,5) millions d'euros au 30 juin 2023 dont (4,9) millions d'euros au titres des frais financiers sur contrats IFRS16 et (18,1) millions d'euros au 30 juin 2022 dont (4,8) millions d'euros au titres des frais financiers sur contrats IFRS16.

## État de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2022</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(52 018)</b>	<b>2 800 579</b>	<b>(579 950)</b>	<b>2 359 418</b>	<b>246 681</b>	<b>2 606 099</b>
Résultat annuel				77 783		77 783	10 027	87 810
Autres éléments du résultat global (1)				61 511	105 859	167 370	8 882	176 252
<i>Résultat global</i>				139 294	105 859	245 153	18 909	264 062
Dividendes distribués				(72 613)		(72 613)	(8 981)	(81 594)
Variation nette des actions propres			3 154	(1 378)		1 776		1 776
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires				(6 889)		(6 889)	(3 170)	(10 059)
Réserves hyperinflation				85 201		85 201	10 894	96 095
Autres variations				4 149		4 149	15 566	19 715
<b>Au 30 Juin 2022</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(48 864)</b>	<b>2 948 343</b>	<b>(474 091)</b>	<b>2 616 195</b>	<b>279 899</b>	<b>2 896 094</b>
<b>Au 1er janvier 2023 publié</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(47 097)</b>	<b>3 003 393</b>	<b>(558 838)</b>	<b>2 588 265</b>	<b>274 529</b>	<b>2 862 794</b>
Résultat annuel				94 048		94 048	15 274	109 322
Autres éléments du résultat global (1)				(6 805)	(44 422)	(51 227)	(5 167)	(56 394)
<i>Résultat global</i>				87 243	(44 422)	42 821	10 107	52 928
Dividendes distribués				(73 233)		(73 233)	(15 033)	(88 266)
Variation nette des actions propres			5 443	(2 832)		2 611		2 611
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires				(306)		(306)	81	(225)
Réserves hyperinflation				20 251		20 251	2 454	22 705
Autres variations				777		777	(36)	741
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(41 654)</b>	<b>3 035 293</b>	<b>(603 260)</b>	<b>2 581 186</b>	<b>272 102</b>	<b>2 853 288</b>

(1) Stock par nature des autres éléments du résultat global :

Les autres éléments du résultat global comprennent pour l'essentiel les écarts de conversion cumulés à la clôture depuis fin 2003. Pour mémoire, en application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition aux IFRS ont été reclassés en report à nouveau à cette date.

Les réserves de conversion Groupe se ventilent comme suit par devises au 30 juin 2023 et 2022 :

(en milliers d'euros)	30 Juin 2023	30 Juin 2022
Dollar américain	61 318	89 486
Franc suisse	256 496	246 646
Livre turque	(422 996)	(349 470)
Livre égyptienne	(117 128)	(133 478)
Tengué kazakh	(117 531)	(112 088)
Ouguiya mauritanien	(4 486)	(4 904)
Réal brésilien	(49 251)	(56 999)
Roupie indienne	(209 682)	(153 284)
<b>TOTAL</b>	<b>(603 260)</b>	<b>(474 091)</b>

## Principes comptables généraux et périmètre de consolidation

<a href="#">Note 1</a>	Principes comptables généraux
<a href="#">Note 2</a>	Principes comptables relatifs au périmètre de consolidation
<a href="#">Note 3</a>	Faits marquants et variation de périmètre

## Compte de résultat consolidé

<a href="#">Note 4</a>	Chiffre d'affaires
<a href="#">Note 5</a>	Charges de personnel
<a href="#">Note 6</a>	Autres produits, charges et dotations ordinaires
<a href="#">Note 7</a>	Autres produits, charges et dotations non-ordinaires
<a href="#">Note 8</a>	Résultat financier
<a href="#">Note 9</a>	Impôts sur les résultats

## Etat de la situation financière consolidée

<a href="#">Note 10</a>	Immobilisations corporelles et incorporelles
<a href="#">Note 11</a>	Créances et autres actifs non-courants
<a href="#">Note 12</a>	Actifs circulants
<a href="#">Note 13</a>	Equivalents de trésorerie et trésorerie nette
<a href="#">Note 14</a>	Capital social
<a href="#">Note 15</a>	Provisions
<a href="#">Note 16</a>	Endettement net et instruments financiers
<a href="#">Note 17</a>	Fournisseurs et autres dettes
<a href="#">Note 18</a>	Flux de trésorerie

## Informations sectorielles

### Autres informations

<a href="#">Note 19</a>	Transactions avec les entreprises liées
<a href="#">Note 20</a>	Événements postérieurs à la clôture
<a href="#">Note 21</a>	Principales sociétés consolidées au 30 juin 2023

**NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX****1.1 Déclaration de conformité**

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 30 juin 2023. Les normes et interprétations publiées par l'IASB, mais non encore entrées en vigueur au 30 juin 2023 n'ont pas été appliquées par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture.

Les comptes consolidés du 30 juin ont été préparés conformément à IAS 34 "Information financière intermédiaire". S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers consolidés et doivent donc être lus en relation avec ceux établis conformément au référentiel IFRS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les comptes consolidés du 30 juin 2023 présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS à l'exception des évolutions normatives mentionnées ci-après, qui n'avaient pas été appliquées par anticipation par le Groupe et qui sont d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Nouvelles normes applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023**

Plusieurs nouveaux textes sont d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 parmi lesquels :

- Amendement IAS 1 - Présentation des états financiers : amélioration des informations relatives aux politiques comptables communiquées en annexes ;
- Amendement IAS 8 - Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : clarification sur la définition d'une estimation comptable ;
- Amendement IAS 12 - Impôts sur le résultat : impôts différés relatifs à des actifs et passifs issus d'une transaction unique ;
- IFRS 17 - Contrat d'assurance ;
- Amendement IAS 12 – Réforme fiscale internationale - Pilier II.

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2023.

Les principales dispositions liées à la promulgation en France de la loi sur la réforme des retraites prévoient un recul progressif de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans, une accélération de l'augmentation de la durée de cotisation requise pour l'obtention du taux plein pour atteindre 43 ans et la suppression des régimes spéciaux pour les nouveaux embauchés. Les effets potentiels sur les engagements sont une hausse des indemnités de fin de carrière (avec une augmentation du salaire final du fait de la hausse de l'ancienneté) et/ou une baisse engendrée par l'allongement de la durée de cotisation (d'où une charge annuelle plus faible). L'impact de la réforme des retraites en France a été comptabilisé, conformément aux dispositions d'IAS 19, dans le coût de services passés et n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2023.

Enfin, concernant l'imposition minimale des groupes internationaux (règles "GloBE"), le Groupe continue l'étude des potentielles incidences de ces règles fiscales sur l'ensemble de ses filiales et l'avancement en termes d'adoption ainsi que de transposition de la réforme fiscale internationale dans les juridictions où le Groupe opère. Dans l'état actuel des règles (qui pourraient être promulguées en France au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2023), le Groupe n'attend aucun impact matériel sur ses états financiers consolidés en 2023. Le Groupe a bénéficié en outre, au 30 juin 2023, de l'exemption introduite par l'amendement IAS 12 – Réforme fiscale internationale, liée à l'exonération temporaire de la comptabilisation des impôts différés au titre de Pilier II.

Ces comptes ont été arrêtés et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 juillet 2023.

## 1.2 Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture et les actifs et passifs non monétaires concernés par IAS 29 - "Information financière dans les économies hyperinflationnistes".

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence directe sur les états financiers soient faites par la direction du Groupe. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (note 15), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (note 15.1),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (note 16),
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur et l'exposition au risque de crédit (note 16),
- l'évaluation des impôts différés actifs, et en particulier de la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs suffisants pour les imputer (note 9),
- les estimations des actifs et passifs d'une activité dans le cadre des regroupements d'entreprise (note 10.1),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 10.1),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme (note 12.1 relatives aux quotas d'émission),
- la définition de certains contrats de location, la détermination de leur durée (période exécutoire), en particulier la qualification des périodes de renouvellement comme étant raisonnablement certaines ou pas, ainsi que la détermination des taux d'actualisation y afférents (note 10.4).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

### **Incidences des risques climatiques sur les états financiers**

Les risques climatiques supportés par le Groupe sont principalement des risques de transition. En effet, du fait de l'intensité énergétique de son activité, le Groupe est émetteur de gaz à effet de serre. A cet égard, le Groupe s'engage au quotidien dans une transition écologique et environnementale avec pour objectif une réduction progressive de ses émissions de CO2 des scopes 1, 2 et 3 afin d'atteindre la neutralité carbone sur l'ensemble de sa chaîne de valeur à horizon 2050. Cet engagement de transition se reflète intégralement dans la planification stratégique du Groupe afin de faire évoluer ses moyens de production (outils et process) et d'orienter ses positionnements de marché (avec le développement de nouveaux produits ou services innovants).

Vicat est également exposé sur certains de ses sites de production aux risques physiques qui se manifestent par la survenance d'évènements météorologiques extrêmes. Ce type d'évènement (dont la fréquence varie) pourrait d'une part porter atteinte à l'intégrité des sites et d'autre part perturber des opérations des filiales concernées.

Ces risques de transition (qu'ils soient initiés par le Groupe ou imposés pour certaines de ses filiales par le cadre réglementaire) ou les risques physiques correspondants peuvent avoir des incidences sur les états financiers du Groupe. L'ensemble de ces risques sont identifiés et évalués à chaque clôture afin de retranscrire de la manière la plus fidèle possible leurs impacts dans les états financiers :

- Les émissions de Gaz à effet de serre :

Depuis le 1er janvier 2005, les grands établissements industriels européens sont autorisés à acheter et à vendre des quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Ce système, reposant sur la Directive ETS (Emissions Trading Scheme), permet aux entreprises dépassant leurs plafonds d'émissions d'acheter des quotas et contribue à atteindre les objectifs de l'UE dans le cadre du protocole de Kyoto. La législation qui régit ces émissions de CO2 réduit progressivement les quotas alloués gratuitement tout en élargissant le périmètre des installations industrielles qui y sont soumises. Au 30 juin 2023, le Groupe dispose d'un solde de quotas de 4 155 milliers de tonnes, non valorisés dans le bilan (pour une valeur de marché de 353 millions d'euros) qu'il entend conserver pour faire face à ses besoins de restitutions des années à venir. En 2023, les pays du Groupe concernés par ces ETS sont : la France et la Suisse. Des réglementations sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont en développement dans plusieurs autres pays, avec des systèmes parfois équivalents au système ETS, comme en Californie aux Etats-Unis. Le Groupe appelle de ses vœux la mise en place de réglementations applicables à l'ensemble des acteurs, sur les différents marchés où il opère, pour favoriser une action énergique de réduction des émissions tout en permettant la facturation des coûts correspondants aux clients. Toutefois, la diminution des allocations gratuites de quotas ainsi que la hausse des prix de ces derniers peuvent à terme avoir un impact sur les états financiers du Groupe (si le recours à l'achat de quotas payants ne pouvait pas être répercuté dans le prix de vente).

- L'évaluation des immobilisations :

La transition climatique entreprise par le Groupe sur l'ensemble de sa chaîne de valeur s'accompagne d'investissements ciblés d'ici à 2050. Ces nouveaux investissements ainsi que l'émergence de nouvelles technologies et l'obsolescence de certaines autres pourraient avoir une incidence sur l'estimation de la durée d'utilité ou la valeur résiduelle d'un actif qui se traduirait dans les comptes par une dépréciation ou une mise à jour des plans d'amortissement. A ce jour, le Groupe n'a constaté aucune rupture technologique ayant un effet significatif sur la valeur résiduelle ou la durée d'utilité des immobilisations. Les risques physiques liés aux aléas climatiques pourraient se traduire principalement par des dommages sur nos installations et par des coûts de remise en état.

- L'évaluation des stocks :

La transition climatique pourrait engendrer l'obsolescence de certains stocks ou générer de nouveaux coûts de production. Si la valeur nette de réalisation devenait inférieure à la valeur comptable des stocks, le Groupe pourrait être amené à constater une dépréciation.

La rotation rapide des principaux éléments constituant les stocks du Groupe nous permet d'exclure le risque d'obsolescence de ces derniers sans pour autant exclure d'éventuelles dépréciations liées aux risques physiques imputables à des aléas climatiques.

- L'évaluation des provisions :

Les provisions présentées dans les états financiers consolidés répondent aux obligations et législations actuelles des différentes géographies où opère le Groupe y compris celles relatives aux enjeux climatiques. Ces évaluations sont revues périodiquement afin de prendre en compte toutes les nouvelles obligations liées aux enjeux climatiques.

- La réalisation des tests de dépréciation des Goodwills :

Le Groupe s'assure que les hypothèses retenues pour ces tests tiennent bien compte de toutes les obligations réglementaires connues liées au climat et des conséquences qu'elles peuvent entraîner sur les flux de trésorerie futurs dans le respect de la méthodologie imposée par la norme IAS 36 (chiffre d'affaires, coûts, investissements, etc...).

## **NOTE 2 - PRINCIPES COMPTABLES RELATIFS AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**

### **2.1 Principes de consolidation**

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes semestriels des sociétés arrêtées au 30 juin et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.



## Filiales

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur une entité,
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité,
- et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Par ailleurs, le Groupe apprécie le contrôle exercé sur une entité chaque fois que des faits et circonstances indiquent qu'un élément d'appréciation du contrôle est modifié.

## Coentreprises et Entreprises associées

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui peuvent faire l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires et les entreprises associées, participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne "participations dans des entreprises associées".

Lorsque le contrôle conjoint est avéré et que la forme légale du véhicule juridique établit une transparence entre le patrimoine des coparticipants et celui du partenariat, la coentreprise est qualifiée d'activité conjointe. Ce type de partenariat est alors comptabilisé dans les comptes du Groupe ligne à ligne à hauteur de sa quote-part effective.

La liste des principales sociétés consolidées au 30 juin 2023 figure dans la note 21.

## **2.2 Regroupement d'entreprises**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels". Ces normes étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les goodwill (cf. note 10.1) issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS 1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'ont pas été retraités et les goodwill y afférents ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût ("goodwill négatif"), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un goodwill.

### Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010

La norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises", d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, a introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du goodwill en une seule fois, lors de la prise de contrôle. Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :
  - soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du goodwill "partiel"),
  - soit à leur juste valeur (option du goodwill "complet").

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un goodwill dit "complet" :

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat ;
- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus ;
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

## 2.3 Monnaies étrangères

### Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

### Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges du compte de résultat, hors pays dont les économies sont qualifiées d'hyperinflationnistes, et les flux du tableau des flux de trésorerie sont convertis en euro en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS 1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	30 Juin 2023		30 Juin 2022	
	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
Réal brésilien	5,28	5,48	5,42	5,56
Franc suisse	0,98	0,99	1,00	1,03
Livre égyptienne	33,66	32,89	19,66	18,84
Roupie indienne	89,21	88,88	82,11	83,32
Tengué kazakh	493,46	488,45	483,08	491,02
Ouguiya mauritanien	37,51	37,72	38,04	39,59
Livre turque	28,32	28,32	17,32	17,32
Dollar américain	1,09	1,08	1,04	1,09
Franc CFA	655,96	655,96	655,96	655,96

## NOTE 3 - FAITS MARQUANTS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

### Environnement macroéconomique et activité

Les effets de la forte hausse des coûts de l'énergie constatés en 2022 constituent une base de comparaison élevée sur le premier semestre 2023. Ils ont néanmoins pu être en grande partie circonscrits grâce à la capacité du Groupe à augmenter ses prix de vente sur l'ensemble des zones dans lesquelles il opère. La demande est en léger retrait compte tenu de l'impact de l'inflation et de la hausse des taux, notamment sur le secteur résidentiel.

En France, l'activité du Groupe est en progression sur ce premier semestre 2023, soutenue par une augmentation sensible des prix de vente permettant de largement compenser un léger tassement de la demande.

En Europe (hors France) : l'activité en Suisse est stable sur les six premiers mois de l'année à périmètre et change constants. La hausse des prix de vente, afin de couvrir les effets de l'inflation des intrants sur les marges, a permis de compenser le recul de la demande en Suisse. L'Italie enregistre une bonne performance sur l'exercice, soutenue par des prix de vente en forte progression et une croissance de la demande.

Sur la zone Amériques : aux États-Unis, sur un marché bien orienté, l'activité du Groupe a été sensiblement affectée par des conditions météorologiques très défavorables en Californie. La montée en puissance du nouveau four de Ragland sur ce semestre a permis d'en compenser ces effets non-récurrents, les livraisons terminant en hausse sur le semestre. Une solide progression des prix a également été constaté sur la période. Au Brésil, les volumes sont en retrait sur le semestre, impactés par le ralentissement macroéconomique, notamment en région Centre-Ouest. Dans un contexte de forte inflation, les hausses de prix ont été sensibles.

Sur la zone Asie : en Inde, malgré un marché où la demande reste bien orientée, l'intensité concurrentielle s'est accentuée, limitant la progression des prix de vente malgré le coût encore élevé des intrants. Les volumes ont malgré tout progressé au premier semestre, grâce à la demande publique dans le Sud du Pays. Au Kazakhstan, l'activité du Groupe a souffert de problèmes logistiques en ce début d'année contraignant fortement les livraisons de l'ensemble des opérateurs, dans un contexte de prix légèrement défavorable.

Sur la zone Méditerranée : en Turquie, le chiffre d'affaires est en nette progression sur la période. La situation macro-économique et sectorielle est marquée par une situation d'hyperinflation. Compte tenu d'une demande solide, les volumes et les prix de vente sont en progression. En Egypte, l'environnement sectoriel est resté favorable au cours de ce premier semestre 2023, marqué par une légère baisse de la demande domestique, compensée par des exportations de clinker, et une forte augmentation des prix de vente.

Sur la zone Afrique, l'activité du Groupe est en hausse, soutenue par une forte reprise des livraisons au Mali et des hausses de prix au Sénégal.

#### **Volatilité des cours de change et impacts sur le compte de résultat**

Le compte de résultat du premier semestre 2023 a été impacté par la forte dépréciation par rapport à l'euro de la livre turque, de la livre égyptienne et dans une moindre mesure par la roupie indienne. Ces effets ont été partiellement compensés par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du franc suisse et du dollar américain. Il en résulte sur la période un effet de change négatif de (131) millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de (12) millions d'euros sur l'EBITDA.

Les capitaux propres consolidés enregistrent, quant à eux, des écarts de conversion négatifs sur le premier semestre 2023 pour un montant global de (50) millions d'euros.

Définition des indicateurs de gestion

**EBITDA**

L'EBITDA (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization / Résultat avant Intérêts, Impôts, Amortissements et Provisions) se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

**EBIT Courant**

L'EBIT courant (Earning Before Interest and Tax / Résultat avant intérêts et Impôts) se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

**NOTE 4 - CHIFFRE D'AFFAIRES**

Méthode comptable

**Chiffre d'affaires**

Conformément à IFRS 15, le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert du contrôle du bien ou du service au client, correspondant le plus souvent, compte tenu de la nature des activités du Groupe, à la date de livraison physique. Il est constaté pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ce bien ou service, net des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients. Les ventes du Groupe sont majoritairement constituées de biens et services ne formant qu'une seule obligation de prestation dans la mesure où la promesse de fournir le service ou le bien ne peut pas être identifiée séparément, le groupe Vicat proposant à ses clients des services intégrés à la fourniture du produit.

**Saisonnalité**

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

(en milliers d'euros)	30 Juin 2023	30 Juin 2022
Ventes de biens	1 770 531	1 607 821
Ventes de services	141 763	146 699
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 912 294</b>	<b>1 754 520</b>

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants

(en milliers d'euros)	30 Juin 2023	Variations de périmètre	Variations de change	30 Juin 2023 Périmètre et change constants	30 Juin 2022
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 912 294</b>	29	(131 366)	<b>2 043 631</b>	<b>1 754 520</b>

## NOTE 5 - CHARGES DE PERSONNEL

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>30 Juin 2022</b>
Salaires et traitements	210 825	194 383
Charges sociales	65 642	62 507
Participation des salariés (sociétés françaises)	3 335	3 492
<b>Charges de personnel</b>	<b>279 802</b>	<b>260 382</b>
<i>Effectifs moyens des sociétés intégrées</i>	9 877	9 639

L'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration du 9 avril 2021 ont décidé la mise en place d'un plan d'attribution gratuites d'actions de 271 497 actions qui seront livrées par tranches annuelles, sur une durée variable selon les bénéficiaires pouvant aller jusqu'en 2037. Au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2023, le montant enregistré en charges de personnel au titre de ce plan s'élève à 837 milliers d'euros.

Date de l'assemblée	9 avril 2021
Date du conseil d'administration	9 avril 2021
<b>Nombre total d'actions attribuées</b>	<b>271 497</b>
Nombre d'actions définitivement attribuées au 30 juin 2023	69 754
Nombre cumulé d'actions caduques ou annulées	0
<b>Actions attribuées gratuitement restantes au 30 juin 2023</b>	<b>201 743</b>

## NOTE 6 - AUTRES PRODUITS, CHARGES ET DOTATIONS ORDINAIRES

### Méthode comptable

Il s'agit de charges et produits qui émanent de l'activité opérationnelle du Groupe, mais qui ne sont pas engagés dans le cadre du processus direct de production ou de l'activité commerciale. Ces charges et produits concernent notamment les indemnités d'assurances, les redevances de brevets, les ventes d'excédents de CO<sub>2</sub>, les revenus locatifs et immeubles de placement, et certaines charges liées à des sinistres ou litiges ainsi que certaines subventions d'exploitation.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>30 Juin 2022</b>
Résultat sur cessions d'actifs	2 559	1 871
Produits des immeubles de placement	1 896	1 901
Autres	8 471	9 445
<b>Autres produits et charges ordinaires</b>	<b>12 926</b>	<b>13 217</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>30 Juin 2022</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(118 590)	(108 271)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(25 112)	(26 413)
Dotations nettes aux provisions	(4 525)	(5 705)
<b>Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires</b>	<b>(148 227)</b>	<b>(140 389)</b>

## NOTE 7 - AUTRES PRODUITS, CHARGES ET DOTATIONS NON-ORDINAIRES

### Méthode comptable

Il s'agit de charges et produits qui émanent d'évènements non récurrents dans la performance du Groupe. On retrouve par exemple parmi ces produits ou charges les plus ou moins-values de cession d'actif significatives et inhabituelles, les dépréciations ainsi que certaines charges de restructuration.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>30 Juin 2022</b>
Autres produits et charges non ordinaires	(4 842)	116
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	(352)	(540)
<b>Total</b>	<b>(5 194)</b>	<b>(423)</b>

## NOTE 8 - RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>30 Juin 2022</b>
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	21 861	13 160
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(39 528)	(28 255)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(4 880)	(4 753)
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	(1 976)	17 514
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(24 523)</b>	<b>(2 333)</b>
Dividendes	299	784
Gains de change	16 691	12 667
Reprises financières de provisions	45	47
Résultat sur cession de titres		88
Autres produits	3 881	3 091
<b>Autres produits financiers</b>	<b>20 916</b>	<b>16 677</b>
Pertes de change	(23 399)	(10 886)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers		(4 852)
Dotations financières aux provisions	(7 291)	(1 967)
Charge d'actualisation	(2 030)	(1 190)
Perte sur la situation monétaire nette (IAS 29)	(3 066)	(4 398)
Autres charges	(2 269)	(782)
<b>Autres charges financières</b>	<b>(38 055)</b>	<b>(24 074)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(41 662)</b>	<b>(9 730)</b>

La variation du résultat financier de (32) millions d'euros par rapport au premier semestre 2022 est principalement liée à la qualification en instrument de couverture des CAP à partir de décembre 2022 ((14) millions d'euros par rapport à 2022), un résultat de change négatif pour (7) millions d'euros ((4) millions d'euros par rapport à 2022), lié à la dépréciation de la livre égyptienne et de la livre turque, et une augmentation des charges d'intérêts pour (9) millions d'euros.

**Méthode comptable**

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location, sauf si la différence temporelle est générée par un goodwill. Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité fiscale.

Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés. Une incertitude concernant le traitement comptable des risques liés aux impôts sur le résultat et à la non-acceptation par les autorités fiscales du traitement fiscal retenu est comptabilisée en actif / passif d'impôts sur le résultat en fonction du caractère probable de réalisation qui ne tient pas compte de la probabilité de non-détection par l'administration fiscale. Chaque incertitude, analysée individuellement, est évaluée, soit en utilisant le montant le plus probable, soit par la moyenne pondérée des différents scénarios possibles.

**Composante de la charge d'impôt**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>30 Juin 2022</b>
Impôts exigibles	(42 087)	(33 656)
Impôts différés	27 316	(1 315)
<b>Total</b>	<b>(14 771)</b>	<b>(34 971)</b>

Au Brésil, suite à l'approbation de la fusion au Brésil entre l'une des Holdings brésiliennes du Groupe et Ciplan, la juste valeur attribuée aux actifs identifiés lors de l'acquisition en 2019, peut être déduite de la base d'impôts sur les résultats de l'entité survivante (Ciplan). En conséquence, les passifs d'impôts différés, initialement comptabilisés, a été repris au compte de résultat pour un montant d'impôts de 137 millions de reais brésiliens.

**Impôts différés actifs non comptabilisés**

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés au 30 juin 2023, s'élèvent à 22 millions d'euros (22 millions d'euros au 30 juin 2022).

## NOTE 10 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

## 10.1. Goodwill

## Méthode comptable

## Dépréciation des actifs non courants

Conformément à IAS 36 et IFRS 3 révisée, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charge au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans, augmentée de la valeur terminale calculée sur la base d'une projection à l'infini du cash-flow opérationnel de la dernière année.

Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flows prévisionnels sont déterminés après impôt sur la base des éléments suivants, inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien,
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

## Hypothèses, estimations et jugements

## Dépréciations des actifs non-courants

Les hypothèses qui servent au calcul des tests de dépréciation émanent des prévisions construites par les opérationnels, au plus près de leur connaissance du marché, du positionnement commercial des activités et des performances de l'outil industriel. Ces prévisions intègrent l'impact de l'évolution prévisible de la consommation cimentière en fonction des données macro-économiques et sectorielles, des changements susceptibles de modifier la situation concurrentielle, des améliorations techniques apportées aux processus de fabrication ainsi que de l'évolution attendue du coût des principaux facteurs de production contribuant au prix de revient des produits.

Les flux de trésorerie avant frais financiers mais après impôts projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC). L'utilisation d'un taux après impôts aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts avec des flux de trésorerie non fiscalisés. Le taux d'actualisation est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, d'une prime de taille, ainsi que d'une prime de risque pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) concernée.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient (défini par IAS 36 comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie indépendantes), dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent.

L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus,
- de taux de marge d'EBITDA normatif,
- de taux d'investissement à long terme,
- de taux de croissance à l'infini.



Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution d'un point du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini retenus sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des UGT du Groupe. Par ailleurs, le taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux goodwill, qui sont définitives.

La variation des goodwill nets s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>31 Décembre 2022</b>
<b>Ouverture</b>	<b>1 204 814</b>	<b>1 157 232</b>
Variations de périmètre		37 587
Dépréciation		(380)
Variations de change	(1 303)	9 727
Autres mouvements	(6 045)	649
<b>Clôture</b>	<b>1 197 466</b>	<b>1 204 814</b>

Les goodwill se répartissent comme suit par UGT :

	<b>30 Juin 2023</b>	<b>31 décembre 2022</b>
UGT Inde	210 612	212 964
UGT Afrique de l'Ouest Ciment	152 667	151 193
UGT France-Italie	234 353	234 380
UGT Suisse	145 368	145 011
UGT Brésil	169 583	158 762
UGT Etats Unis	130 478	132 861
Autres UGT cumulées	154 406	169 643
<b>TOTAL</b>	<b>1 197 466</b>	<b>1 204 814</b>

Après analyse, le Groupe n'a pas noté d'indices de perte de valeur sur les UGT du Groupe et n'a donc pas procédé à des tests d'impairment des goodwill au 1<sup>er</sup> semestre 2023

## 10.2. Autres immobilisations incorporelles

### Méthode comptable

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service. Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire, ou, s'agissant des droits miniers, au fur et à mesure des extractions.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

<b>Valeurs brutes</b> (en milliers d'euros)	<i>Concessions, brevets &amp; droits similaires</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	<b>Total</b>
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>126 382</b>	<b>71 302</b>	<b>87 757</b>	<b>17 628</b>	<b>303 069</b>
Acquisitions	602	2 330	1 479	7 140	11 552
Cessions		(1 550)		(133)	(1 684)
Variations de périmètre		(0)	4		4
Variations de change	1 601	501	3 238	261	5 601
Autres mouvements	262	11 300	13 975	(10 700)	14 836
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>128 847</b>	<b>83 882</b>	<b>106 453</b>	<b>14 195</b>	<b>333 378</b>
Acquisitions	1 316	236	115	2 143	3 810
Cessions		(1)			(1)
Variations de périmètre					
Variations de change	1 369	147	(1 650)	28	(106)
Autres mouvements	(4)	1 381	1 353	(3 300)	(569)
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>131 528</b>	<b>85 646</b>	<b>106 271</b>	<b>13 065</b>	<b>336 512</b>

  

<b>Amortissements et pertes de valeur</b> (en milliers d'euros)	<i>Concessions, brevets &amp; droits similaires</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	<b>Total</b>
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>(32 037)</b>	<b>(52 065)</b>	<b>(45 314)</b>	<b>0</b>	<b>(129 416)</b>
Augmentation	(1 910)	(7 539)	(4 432)		(13 881)
Diminution		331			331
Variations de périmètre		0	(2)		(2)
Variations de change	827	(228)	(1 005)		(406)
Autres mouvements		(422)	(6 516)		(6 938)
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>(33 120)</b>	<b>(59 923)</b>	<b>(57 269)</b>	<b>0</b>	<b>(150 312)</b>
Augmentation	(748)	(3 753)	(1 986)		(6 487)
Diminution		2			2
Variations de périmètre	(0)		(0)		(0)
Variations de change	421	(81)	1 886		2 226
Autres mouvements	2	(37)	(987)		(1 022)
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>(33 445)</b>	<b>(63 792)</b>	<b>(58 357)</b>	<b>0</b>	<b>(155 594)</b>

  

Valeur Nette Comptable au 31 Décembre 2022	95 727	23 959	49 185	14 195	<b>183 066</b>
<b>Valeur Nette Comptable au 30 Juin 2023</b>	<b>98 083</b>	<b>21 854</b>	<b>47 914</b>	<b>13 065</b>	<b>180 917</b>

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023 (0,3 millions au 31 décembre 2022).

### 10.3. Immobilisations corporelles

#### Méthode comptable

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ces derniers sont amortis sur leur durée d'utilité spécifique, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les gisements sont amortis au prorata des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées. Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	Actifs ciment	Actif béton et granulats
Génie civil	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Équipements annexes	8 ans	5 à 10 ans
Électricité	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations	5 ans	5 ans

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>1 318 783</b>	<b>3 250 156</b>	<b>127 505</b>	<b>448 328</b>	<b>5 144 772</b>
Acquisitions	19 170	65 035	6 104	324 388	414 697
Cessions	(1 927)	(41 499)	(2 674)	(369)	(46 469)
Variations de périmètre	2 370	1 779	7	0	4 156
Variations de change	(1 140)	(64 799)	(376)	19 572	(46 743)
Reclassement	76 630	401 824	(6 396)	(478 178)	(6 120)
Autres mouvements	100 610	362 776	7 358	(82)	470 662
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>1 514 496</b>	<b>3 975 272</b>	<b>131 529</b>	<b>313 658</b>	<b>5 934 956</b>
Acquisitions	4 165	15 930	1 442	117 480	139 016
Cessions	(773)	(10 217)	(116)		(11 105)
Variations de périmètre		0			0
Variations de change	(32 088)	(147 021)	(2 608)	(3 583)	(185 299)
Reclassement	8 412	44 901	655	(54 059)	(90)
Autres mouvements	16 339	60 490	1 721	2	78 553
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>1 510 552</b>	<b>3 939 355</b>	<b>132 624</b>	<b>373 498</b>	<b>5 956 030</b>

  

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>(658 003)</b>	<b>(2 226 916)</b>	<b>(90 812)</b>	<b>0</b>	<b>(2 975 731)</b>
Augmentation	(52 263)	(152 317)	(6 839)		(211 420)
Diminution	1 214	39 720	2 370		43 304
Variations de périmètre	(159)	(231)	2		(387)
Variations de change	(57)	42 407	873		43 224
Reclassement	(3 930)	(3 633)	8 689		1 125
Autres mouvements	(39 412)	(284 008)	(6 724)		(330 144)
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>(752 611)</b>	<b>(2 584 977)</b>	<b>(92 442)</b>	<b>0</b>	<b>(3 430 029)</b>
Augmentation	(23 059)	(85 314)	(3 540)		(111 913)
Diminution	726	9 528	104		10 358
Variations de périmètre		0			0
Variations de change	14 532	106 336	2 462		123 330
Reclassement	1	(461)	22		(439)
Autres mouvements	(5 688)	(40 457)	(1 066)		(47 211)
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>(766 098)</b>	<b>(2 595 345)</b>	<b>(94 460)</b>	<b>0</b>	<b>(3 455 904)</b>

  

Valeur Nette Comptable au 31 Décembre 2022	761 885	1 390 295	39 087	313 658	<b>2 504 926</b>
<b>Valeur Nette Comptable au 30 Juin 2023</b>	<b>744 454</b>	<b>1 344 010</b>	<b>38 164</b>	<b>373 498</b>	<b>2 500 127</b>

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 352 millions d'euros au 30 juin 2023 (285 millions d'euros au 31 décembre 2022) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 21 millions d'euros au 30 juin 2023 (29 millions d'euros au 31 décembre 2022). Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 210 millions d'euros au 30 juin 2023 (243 millions d'euros au 31 décembre 2022).

Les intérêts capitalisés s'élèvent à 2,3 millions d'euros au 30 juin 2023 (7,2 millions d'euros au 31 décembre 2022).

## 10.4. Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

### Méthode comptable

---

Les contrats de location, à l'exception de ceux entrant dans le champ des exemptions prévues par la norme IFRS 16, sont comptabilisés au bilan, dès la mise à disposition de l'actif sous-jacent des contrats, avec la constatation à l'actif d'un droit d'utilisation et au passif d'une obligation locative. La composante services du contrat de location, et notamment celle relative au transport, est identifiée lors de l'analyse et traitée séparément de la composante location. Sont qualifiés de contrat de location tous les contrats qui confèrent au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour au moins 12 mois moyennant une contrepartie.

Les exemptions prévues par la norme IFRS 16 et appliquées par le Groupe, dont les paiements ne sont pas pris en compte dans l'obligation locative et le droit d'utilisation sont les suivantes :

- les paiements relatifs aux contrats de location de courte durée (inférieure ou égale à 12 mois),
- les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs de faible valeur (<5KUSD ou équivalent),
- les paiements relatifs à la composante de service du contrat de location, dès lors qu'elle est identifiable et mesurable,
- ainsi que les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs incorporels, dont le nombre est très limité.

Les loyers payés au titre de ces contrats ou composantes de contrat sont constatés en charges opérationnelles pendant toute la durée de la location.

La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle non résiliable d'utilisation de l'actif, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain (options de renouvellement en cours d'exercice ou pour lesquelles le Groupe dispose d'un historique statistique de pratiques).

La définition de cette durée exécutoire tient compte aussi bien des aspects contractuels que des aspects économiques dans la mesure où l'existence de pénalités non négligeables en cas de résiliation du preneur sont analysées pour chaque contrat.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location incluent à l'origine l'obligation locative, les coûts directs initiaux, les loyers prépayés et l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état prévus au contrat, et excluent les éventuelles composantes de services. Ils sont amortis conformément aux dispositions d'IAS 16 "Immobilisations corporelles" linéairement sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location retenue et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent, et le cas échéant dépréciés en application d'IAS 36 "Dépréciation d'actifs".

Après la comptabilisation initiale, le droit d'utilisation de l'actif est évalué au coût, sous déduction du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les paiements de loyers associés aux contrats de locations sont comptabilisés en application d'IFRS 16 et donnent lieu au compte de résultat à une charge d'amortissement ainsi qu'à une charge d'intérêts.

L'impact fiscal de l'application d'IFRS 16 donne lieu à comptabilisation d'impôt différé sur le droit d'utilisation et sur la dette locative correspondante.

### Hypothèses, estimations et jugements

---

L'obligation locative est évaluée à l'origine à la valeur actualisée des paiements futurs, qui comprennent la valeur actualisée des paiements de loyers fixes et variables, s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux, et des paiements estimés prévus à la fin du contrat, tels que la garantie de valeur résiduelle et l'option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé sur la base du taux implicite du contrat, ou à défaut, du taux d'intérêt marginal d'emprunt du preneur à la date de

commencement du contrat. Ce taux d'emprunt marginal tient compte de plusieurs éléments dont la devise et l'échéance du contrat, l'environnement économique du preneur ainsi que de sa solidité financière.

Le Groupe applique des taux correspondants à l'échéance moyenne de remboursement de la dette de loyers, en définissant et utilisant des courbes de taux par durée, tenant compte de la structure des loyers et de la typologie des taux disponibles.

### Les activités de location du Groupe

La majorité des contrats de location en vigueur dans le Groupe concernent les véhicules liés directement à l'activité opérationnelle (véhicules de chantiers, transports routiers et véhicules particuliers) et l'immobilier (terrains et bâtiments). En effet, le Groupe loue des terrains et des bâtiments, principalement pour ses bureaux, ses centrales à béton, ses carrières et ses entrepôts. Ils concernent également dans une moindre mesure des machines, des équipements et du matériel informatique.

<b>Valeurs brutes</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<b>Total</b>
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>92 337</b>	<b>82 711</b>	<b>146 473</b>	<b>57 850</b>	<b>379 371</b>
Acquisitions / Augmentations	7 384	4 327	31 339	12 734	55 783
Diminutions	(5 775)	(601)	(37 987)	(10 705)	(55 068)
Variations de périmètre					
Variations de change	1 118	637	657	405	2 817
Autres mouvements	572	249	(2 289)	(945)	(2 412)
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>95 635</b>	<b>87 322</b>	<b>138 193</b>	<b>59 340</b>	<b>380 491</b>
Acquisitions / Augmentations	1 134	2 384	13 911	1 952	19 381
Diminutions	(398)	(268)	(11 412)	(1 592)	(13 670)
Variations de périmètre					
Variations de change	(822)	(365)	(1 783)	528	(2 442)
Autres mouvements	51	163	(220)	(43)	(49)
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>95 599</b>	<b>89 237</b>	<b>138 688</b>	<b>60 185</b>	<b>383 709</b>

  

<b>Amortissements et pertes de valeur</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<b>Total</b>
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>(33 429)</b>	<b>(47 207)</b>	<b>(80 313)</b>	<b>(23 310)</b>	<b>(184 259)</b>
Augmentation	(6 752)	(7 769)	(27 624)	(12 223)	(54 368)
Diminution	5 570	1 009	32 877	10 705	50 161
Variations de périmètre					
Variations de change	(81)	(348)	(1 272)	(231)	(1 931)
Autres mouvements	(316)	(220)	3 151	413	3 029
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>(35 008)</b>	<b>(54 534)</b>	<b>(73 182)</b>	<b>(24 645)</b>	<b>(187 368)</b>
Augmentation	(3 067)	(3 169)	(12 695)	(6 578)	(25 509)
Diminution	298	572	9 540	1 568	11 979
Variations de périmètre					
Variations de change	411	243	1 006	(259)	1 401
Autres mouvements	3	(108)	741		636
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>(37 362)</b>	<b>(56 995)</b>	<b>(74 590)</b>	<b>(29 914)</b>	<b>(198 862)</b>

  

Valeur Nette Comptable au 31 Décembre 2022	60 627	32 788	65 012	34 695	<b>193 122</b>
<b>Valeur Nette Comptable au 30 Juin 2023</b>	<b>58 237</b>	<b>32 242</b>	<b>64 098</b>	<b>30 271</b>	<b>184 848</b>

La majorité de ces contrats est portée par les entités françaises du Groupe, et dans une moindre mesure par les sociétés américaines, suisses et turques. Les autres pays dans lesquels le Groupe est implanté ont un nombre de contrats peu significatif.

**NOTE 11 – CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON-COURANTS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>252 171</b>	<b>(32 930)</b>	<b>219 241</b>
Acquisitions / Augmentations	28 010	(1 060)	26 950
Cessions / Diminutions	(3 260)	21	(3 240)
Variations de périmètre	(1)		(1)
Variations de change	5 535	(1 486)	4 050
Variation constatée en autres éléments du résultat global	(12 443)	(9 701)	(22 144)
Autres	44 796	1	44 795
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>314 806</b>	<b>(45 155)</b>	<b>269 651</b>
Acquisitions / Augmentations	20 185	(5 048)	15 137
Cessions / Diminutions	(521)		(521)
Variations de périmètre	(0)		(0)
Variations de change	3 478	(215)	3 263
Variation constatée en autres éléments du résultat global	418		418
Autres	(23 436)	(0)	(23 436)
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>314 929</b>	<b>(50 418)</b>	<b>264 512</b>
<i>Dont titres de participation</i>	63 340	(12 248)	51 091
<i>Dont prêts et créances (1) (2)</i>	221 148	(38 169)	182 979
<i>Dont instruments financiers (cf. note 16.1.1)</i>	30 441		30 441
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>314 929</b>	<b>(50 418)</b>	<b>264 512</b>

**(1) Ciplan :**

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de son actionnaire minoritaire pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée à hauteur des provisions constituées au titre des sinistres indemnifiables dans les autres actifs non courants à hauteur de 42,9 millions d'euros au 30 juin 2023 (40,8 millions d'euros à fin décembre 2022) (voir note 15.2).

**(2) Bharathi Cement :**

Au 30 juin 2023, un montant de 33,5 millions d'euros (y inclus intérêts), faisant l'objet de deux saisies conservatoires sur les comptes d'une société indienne du Groupe, Bharathi Cement, dans le cadre d'une procédure d'enquête diligentée par les autorités administratives et judiciaires sur des faits antérieurs à l'entrée de Vicat à son capital, est comptabilisé dans les "autres créances non courantes".

Pour mémoire, le partenaire du Groupe dans Bharathi Cement fait l'objet d'une procédure d'enquête menée par le CBI (Central Bureau of Investigation) sur l'origine et le développement de son patrimoine. Dans le cadre de cette enquête, le CBI a déposé en septembre 2012 et au cours de l'année 2013, quatorze procès-verbaux présentant ses allégations. Parmi ceux-ci, quatre concernent également Bharathi Cement (le CBI enquête pour vérifier si les investissements faits par des investisseurs indiens dans cette société ont été réalisés de bonne foi dans le cours normal des affaires et si la concession minière a été attribuée régulièrement).

La procédure a d'abord donné lieu en 2015 à une inscription par "l'Enforcement Directorate" à hauteur de 950 millions de Roupies (environ 12 millions d'euros à l'origine) sur un compte bancaire de Bharathi Cement. En 2016, une saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies (environ 19 millions d'euros à l'origine) a été réalisée dans le cadre du procès-verbal relatif à la concession minière.

Bien que ces mesures ne soient pas de nature à entraver le fonctionnement de la société, cette dernière exerce ses recours auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes pour en contester le bien-fondé.

En juillet 2019, la cour d'appel de Delhi a invalidé la saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies, demandant la mise en place d'une garantie bancaire préalablement au remboursement des fonds. L'"Enforcement Directorate" a fait appel de la décision. Cette décision a été confirmée le 27 avril 2022 par la Haute Cour de justice du Telangana.

Ces saisies conservatoires ne préjugent pas de la décision sur le fond de l'affaire (enquête CBI) qui est toujours en phase d'instruction et n'a donné lieu à ce stade à aucune inculpation. La société n'a pas d'élément conduisant à conclure à l'existence d'un risque financier probable et évaluable.

Compte tenu de la lenteur de la procédure initiée en 2012, la créance relative à ces saisies conservatoires a été reclassée fin 2018 en "autres créances non courantes".

## NOTE 12 - Actifs circulants

### 12.1. Stocks et en-cours

#### Méthode comptable

##### Stock et en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

##### Quotas d'émission

Il n'existe pas, à ce jour, dans le référentiel IFRS, de norme ou interprétation traitant spécifiquement des droits d'émission de gaz à effet de serre. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le Groupe a décidé de retenir la méthode préconisée par l'ANC depuis 2013, compatible avec les normes IFRS en vigueur (Règlement n°2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013), qui permet de fournir une information financière plus fiable et pertinente pour refléter le modèle économique des quotas, en supprimant notamment les impacts liés à la volatilité du cours des quotas.

Selon cette méthode, dès lors que les quotas sont destinés à remplir les obligations liées aux émissions (modèle production) :

- les quotas sont comptabilisés en stocks lors de leur acquisition (à titre gratuit ou onéreux). Ils sont sortis au fur et à mesure pour couvrir les émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de la procédure de restitution ; ou
- à l'occasion de leur cession, et ne sont pas réévalués à la clôture ;
- une dette est comptabilisée à la clôture en cas de déficit de quotas.

Le Groupe n'ayant à aujourd'hui quasiment que des quotas alloués gratuitement par l'Etat français dans le cadre des Plans Nationaux d'Affectation des Quotas, l'application de ces règles conduit donc à les enregistrer en stock pour une valeur nulle. Par ailleurs, des excédents étant à ce jour constatés par le Groupe, aucune dette n'est comptabilisée au bilan, et en l'absence de cession, aucun montant n'est comptabilisé au compte de résultat.

(en milliers d'euros)	30 Juin 2023			31 décembre 2022		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières premières et consommables	432 072	(28 470)	403 602	448 837	(28 659)	420 178
Encours, produits finis et marchandises	143 704	(4 754)	138 950	145 247	(4 630)	140 617
<b>Total</b>	<b>575 776</b>	<b>(33 224)</b>	<b>542 553</b>	<b>594 084</b>	<b>(33 289)</b>	<b>560 795</b>

### 12.2. Créances clients et autres débiteurs

#### Méthode comptable

Les créances sont évaluées au coût amorti et sont comptabilisées à leur valeur nominale (montant initial de la facture). Les créances font l'objet de dépréciation dans le cadre du modèle fondé sur les pertes attendues défini par la norme IFRS 9 (cf. note 16.2).

Les créances clients peuvent faire l'objet de cessions à des établissements bancaires. Dans ce cas, une analyse de l'opération est menée pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution.

Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus le cas échéant. Dans la situation inverse, les créances clients sont maintenues dans l'état de la situation financière consolidée.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clients et autres débiteurs	Provisions clients et autres débiteurs	<b>Clients et autres débiteurs net</b>
<b>Au 1er janvier 2022</b>	<b>462 526</b>	<b>(26 307)</b>	<b>436 219</b>
Augmentations		(3 475)	(3 475)
Diminutions avec utilisation		4 887	4 887
Variations de change	(5 766)	(14)	(5 780)
Variations de périmètre	744	0	744
Variations	31 813	(192)	31 622
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>489 317</b>	<b>(25 101)</b>	<b>464 216</b>
Augmentations		(2 941)	(2 941)
Diminutions avec utilisation		2 927	2 927
Variations de change	(21 739)	366	(21 373)
Variations de périmètre	23		23
Variations	124 228	(74)	124 154
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>591 829</b>	<b>(24 822)</b>	<b>567 007</b>

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

Cession de créances en France et en Suisse :

Au cours du deuxième trimestre 2023, le Groupe a procédé à une cession de créances sans recours à hauteur de 85 millions d'euros. Cette cession concerne des créances initialement portées par des sociétés françaises du Groupe et dans une moindre mesure par des filiales suisses. Les créances concernées ont été décomptabilisées dans la mesure où les conditions de décomptabilisation de la norme IFRS 9 ont été respectées.

## NOTE 13 - Equivalents de trésorerie et trésorerie nette

### Méthode comptable

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture.

La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>31 décembre 2022</b>
Disponibilités	121 054	111 376
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme < 3 mois	341 669	392 221
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>462 723</b>	<b>503 597</b>
Découverts bancaires	(26 747)	(32 251)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>435 977</b>	<b>471 347</b>



**Méthode comptable****Actions d'autocontrôle**

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 514 880 actions détenues en propre au 30 juin 2023 (642 739 au 31 décembre 2022). La société est détenue et contrôlée par la holding Parfininco.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2023 au titre de l'exercice 2022 s'est élevé à 1,65 euro par action soit au total 74 085 milliers d'euros, identique au dividende de 1,65 euro par action versé en 2022 au titre de l'exercice 2021.

Le résultat net par action est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exception des actions propres d'autocontrôle. Ce résultat net par action est ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives comme le sont les actions gratuites (cf. note 5).

Depuis le 30 juin 2018, et pour une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Oddo BHF.

Pour sa mise en œuvre, les moyens suivants ont été affectés au contrat de liquidité : 20 000 titres Vicat et 3 millions d'euros. Au 30 juin 2023, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 31 769 titres Vicat et 913 milliers d'euros.

**NOTE 15 – PROVISIONS****15.1. Avantages au personnel****Méthode comptable**

Le Groupe comptabilise la totalité du montant de ses engagements en matière d'avantages postérieurs à l'emploi en application des dispositions de la norme IAS 19 révisée.

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe prévoient différents avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de départ en retraite, compléments de retraite..., ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales au bénéfice des retraités, etc.).

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe.

Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux usages et aux clauses prévues par les conventions collectives et la législation en vigueur.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux Etats-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Les positions nettes des régimes sont intégralement provisionnées dans l'état de la situation financière, après déduction, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis, dont le montant peut être ajusté compte-tenu du mécanisme de "l'asset ceiling". En cas d'excédent d'actif (régime sur-financé), celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par la norme.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'engagement du Groupe se limite uniquement au versement de cotisations, qui sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. Les écarts actuariels se rapportant aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés en "autres éléments du résultat global" et ne sont pas recyclables au compte de résultat.

Dans le cadre de la comptabilisation des écarts actuariels, en application de l'option offerte par IFRS 1, le Groupe a choisi de mettre à zéro ces derniers liés aux avantages au personnel non encore reconnus dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres.

## Estimations, hypothèses et jugements

L'évaluation de la valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi, dans le cadre des régimes à prestations définies, dépend des hypothèses actuarielles, qu'elles soient démographiques et financières, retenues par le Groupe.

Les taux d'actualisation sont déterminés conformément aux principes édictés par la norme IAS 19 Révisée, par référence à un taux de marché à la date de clôture, fondé sur le rendement des obligations d'entreprise de haute qualité mises au sein de la zone monétaire concernée. Ils sont déterminés sur la base de courbes de taux élaborées par des experts externes à partir de panels d'obligations publiques notées AA.

Lorsque le marché des obligations privées d'une zone n'est pas suffisamment liquide, la norme IAS 19 Révisée préconise d'utiliser comme référence les obligations d'état.

Dans tous les cas, les indices de référence utilisés sont de durée comparable à celle des engagements.

	30 Juin 2023			31 décembre 2022		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Valeur actualisée des obligations financées	368 413	50 552	418 965	362 448	48 812	411 260
Juste valeur des actifs des régimes	(392 346)		(392 346)	(388 168)		(388 168)
<b>Situation nette</b>	<b>(23 933)</b>	<b>50 552</b>	<b>26 619</b>	<b>(25 720)</b>	<b>48 812</b>	<b>23 092</b>
Limitation de reconnaissance des actifs de couverture	61 147		61 147	63 263		63 263
<b>Passif net</b>	<b>37 214</b>	<b>50 552</b>	<b>87 766</b>	<b>37 543</b>	<b>48 812</b>	<b>86 355</b>

Au 30 juin 2023, la limitation de reconnaissance des actifs de couverture pour le Groupe s'élevait à 61,1 millions d'euros (63,3 millions d'euros au 31 décembre 2022).

## 15.2 Autres provisions

### Méthode comptable

Conformément à IAS 37, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie attendue après la clôture, et pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées pour la plupart au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Reconstitution des sites	Démolitions	Autres risques (1)	Autres charges	<b>Total</b>
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>61 210</b>	<b>476</b>	<b>46 678</b>	<b>6 992</b>	<b>115 355</b>
Augmentations	4 629		24 257	4 369	33 255
Diminutions avec utilisation	(3 506)		(11 027)	(545)	(15 078)
Diminutions sans utilisation				(786)	(786)
Variations de change	1 835	23	2 122	(1 166)	2 815
Autres mouvements	340		102	(21)	422
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>64 508</b>	<b>500</b>	<b>62 132</b>	<b>8 844</b>	<b>135 983</b>
Augmentations	1 586		5 720	1 704	9 010
Diminutions avec utilisation	(551)	(64)	(3 324)	(646)	(4 585)
Diminutions sans utilisation				(338)	(338)
Variations de change	231	3	1 800	(605)	1 428
Autres mouvements	61	(0)	(1 180)	562	(558)
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>65 835</b>	<b>438</b>	<b>65 147</b>	<b>9 520</b>	<b>140 940</b>
<i>Dont à moins d'un an</i>	31		5 329	6 749	12 108
<i>Dont à plus d'un an</i>	65 804	438	59 818	2 771	128 832

<b>Impact (net des charges encourues)</b>	Dotations	Reprises sans utilisation
<i>au compte de résultat au 30 Juin 2023</i>		
Résultat d'exploitation :	7 322	
Résultat hors exploitation :	1 688	(338)

(1) Les autres risques incluent au 30 juin 2023 :

- un montant global de provisions constatées dans les comptes de Ciplan (Brésil) à hauteur de 38,9 millions d'euros (35,2 millions d'euros au 31 décembre 2022) concernant majoritairement :
  - des litiges fiscaux liés principalement à des crédits d'impôts (ICMS) imputables sur les droits d'importation liés à l'achat de coke et diesel pour les besoins de la production, et contestés par l'administration fiscale (24,1 millions d'euros),
  - des litiges sociaux et prud'homaux par suite du départ d'anciens salariés (2,1 millions d'euros),
  - des litiges civils portant sur des amendes et réclamations contestées par la société (0,5 million d'euros).
  - D'un litige minier (12,2 millions d'euros)

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée dans les autres actifs non courants à hauteur de 42,9 millions d'euros (voir note 11), au titre d'une part des sinistres indemnisables comptabilisés en provision pour un montant de 36,9 millions d'euros (34,1 millions d'euros au 31 décembre 2022) et d'autre part, au titre d'une taxe fiscale comptabilisée en dettes fiscales supérieures à 1 an pour un montant de 6,0 millions d'euros (6,7 millions d'euros au 31 décembre 2022).

- Un montant de 14,8 millions d'euros (13,9 millions d'euros au 31 décembre 2022) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux Etats-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.
- Le solde résiduel des autres provisions pour risques s'élevant à 11 millions d'euros au 30 juin 2023 (13,1 millions d'euros au 31 décembre 2022) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

## NOTE 16 - ENDETTEMENT NET ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### 16.1. Dettes financières nettes et options de ventes

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 30 juin 2023 :

(en milliers d'euros)	30 Juin 2023	31 décembre 2022
Dettes financières à plus d'un an	1 548 551	1 658 657
Options de vente à plus d'un an	14 969	14 116
Obligations locatives à plus d'un an	155 296	161 045
<b>Dettes financières et options de vente à plus d'un an</b>	<b>1 718 815</b>	<b>1 833 817</b>
Instruments financiers actif à plus d'1 an - cf. note 11	(30 441)	(37 571)
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à plus d'un an</b>	<b>1 688 374</b>	<b>1 796 246</b>
Dettes financières à moins d'un an	342 258	242 161
Obligations locatives à moins d'un an	45 135	47 537
<b>Dettes financières et options de vente à moins d'un an</b>	<b>387 393</b>	<b>289 698</b>
Instruments financiers actif à moins d'1 an (1)	(5 921)	(1 527)
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à moins d'un an</b>	<b>381 472</b>	<b>288 171</b>
Total des dettes financières nets d'instruments financiers actif (1)	2 054 878	2 070 302
Total des options de vente	14 969	14 116
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif</b>	<b>2 069 847</b>	<b>2 084 417</b>

(1) Au 30 juin 2023, les instruments financiers actifs s'élèvent à 36 millions d'euros (39 millions d'euros au 31 décembre 2022). Ils sont présentés dans les actifs non courants (cf. note 11) pour la part supérieure à 1 an (30 millions d'euros au 30 juin 2023) et dans les autres créances pour la part inférieure à un an (6 millions d'euros au 30 juin 2023).

La variation par nature des dettes financières nettes et options de vente s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Dettes financières et options de vente > 1 an	Instruments financiers actif > 1 an	Obligations locatives > 1 an	Dettes financières et options de vente < 1 an	Instruments financiers actif < 1 an	Obligations locatives < 1 an	Total
<b>Au 1er Janvier 2022</b>	<b>1 291 434</b>	<b>(0)</b>	<b>159 883</b>	<b>371 119</b>	<b>(15 892)</b>	<b>55 502</b>	<b>1 862 046</b>
Emissions	419 811		48 390	42 387		7 394	517 981
Remboursements	(9 624)		(13 743)	(128 703)		(44 671)	(196 741)
Variations de change	5 332	0	1 520	(25 282)	601	(437)	(18 265)
Variations de périmètre			(0)				(0)
Autres mouvements	(34 180)	(37 571)	(35 005)	(17 360)	13 764	29 749	(80 603)
<b>Au 31 Décembre 2022</b>	<b>1 672 772</b>	<b>(37 571)</b>	<b>161 045</b>	<b>242 161</b>	<b>(1 527)</b>	<b>47 537</b>	<b>2 084 417</b>
Emissions	175 175		17 522	7 550		1 857	202 104
Remboursements	(109 642)		(8 991)	(47 232)		(18 053)	(183 918)
Variations de change	2 528	0	(700)	(21 279)	(1)	(432)	(19 885)
Variations de périmètre							
Autres mouvements	(177 313)	7 130	(13 581)	161 059	(4 394)	14 226	(12 872)
<b>Au 30 Juin 2023</b>	<b>1 563 520</b>	<b>(30 441)</b>	<b>155 296</b>	<b>342 258</b>	<b>(5 921)</b>	<b>45 135</b>	<b>2 069 847</b>

(en milliers d'euros)	30 Juin 2023	31 Décembre 2022
Endettement brut	2 054 878	2 070 302
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 13)	(462 723)	(503 597)
<b>Endettement net</b>	<b>1 592 155</b>	<b>1 566 705</b>

### 16.1.1. Dettes financières

#### Répartition des dettes financières par catégories et échéances

<b>Au 30 Juin 2023</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Total</b>	<b>30 Juin 2024</b>	<b>30 Juin 2025</b>	<b>30 Juin 2026</b>	<b>30 Juin 2027</b>	<b>30 Juin 2028</b>	<b>Plus de 5 ans</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 782 649	268 518	565 217	379 062	30 784	8 097	530 971
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	<i>(36 362)</i>	<i>(5 921)</i>	<i>(2 887)</i>	<i>(2 118)</i>	<i>(2 194)</i>	<i>(20 933)</i>	<i>(2 309)</i>
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	<i>33</i>	<i>33</i>					
Emprunts et dettes financières divers	20 585	16 605	698	789	918	970	606
Obligations locatives	200 430	45 135	28 864	21 681	15 786	12 046	76 919
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	51 214	51 214					
<b>Dettes financières</b>	<b>2 054 878</b>	<b>381 471</b>	<b>594 779</b>	<b>401 531</b>	<b>47 488</b>	<b>21 113</b>	<b>608 496</b>
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>550 000</i>		<i>550 000</i>				

  

<b>Au 31 décembre 2022</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Total</b>	<b>31 décembre 2023</b>	<b>31 décembre 2024</b>	<b>31 décembre 2025</b>	<b>31 décembre 2026</b>	<b>31 décembre 2027</b>	<b>Plus de 5 ans</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 783 092	167 717	241 008	700 896	146 297	1 383	525 790
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	<i>(39 098)</i>	<i>(1 527)</i>	<i>(7 703)</i>		<i>(5 665)</i>	<i>(21 843)</i>	<i>(2 360)</i>
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	<i>675</i>	<i>316</i>	<i>71</i>		<i>55</i>	<i>211</i>	<i>22</i>
Emprunts et dettes financières divers	25 644	19 933	3 308	564	773	773	295
Obligations locatives	208 580	47 537	33 136	23 589	17 762	12 220	74 337
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	52 986	52 986					
<b>Dettes financières</b>	<b>2 070 302</b>	<b>288 172</b>	<b>277 452</b>	<b>725 049</b>	<b>164 832</b>	<b>14 375</b>	<b>600 422</b>
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>438 500</i>			<i>438 500</i>			

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées d'une partie du Schuldschein, des lignes bilatérales des filiales sénégalaises, de dettes IFRS 16, ainsi que des soldes créditeurs de banque.

#### Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

<b>Selon la devise (après swap de devises)</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>31 décembre 2022</b>
Euro	1 495 171	1 624 715
Dollar américain	37 903	38 201
Livre turque	29 874	58 426
Franc CFA	159 910	124 571
Franc suisse	219 663	103 943
Ouguiya mauritanien	1 347	5 274
Livre égyptienne	25 664	30 364
Roupie indienne	33 259	34 288
Tengué Kazakh	236	288
Real Brésilien	51 851	50 231
<b>Total</b>	<b>2 054 878</b>	<b>2 070 302</b>

<b>Selon le taux</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>31 décembre 2022</b>
Taux fixe	922 647	1 020 965
Taux variable	1 132 231	1 049 336
<b>Total</b>	<b>2 054 878</b>	<b>2 070 302</b>

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2023 est de 3,58 %, stable par rapport au 31 décembre 2022.

La maturité moyenne de la dette au 30 juin 2023 est égale à 4,7 ans, en légère baisse par rapport au 31 décembre 2022.

#### 16.1.2. Les options de vente consenties aux minoritaires sur actions de filiales consolidées

##### Méthode comptable

---

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en goodwill, pour les options émises avant le 1er janvier 2010,
- en diminution des capitaux propres - part du Groupe- pour les options émises après le 1er janvier 2010.

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat - part du Groupe - reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

##### Hypothèses, estimations et jugements

---

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule...) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du goodwill (options émises avant le 1er janvier 2010),
  - soit en contrepartie des capitaux propres -part du Groupe- (options émises après le 1er janvier 2010).
- 

Au 30 juin 2023, plusieurs accords entre Vicat et les actionnaires minoritaires de plusieurs filiales comportent des options de vente exerçables à tout moment. Ces options de vente s'élèvent à 15 millions d'euros au 30 juin 2023 et correspondent à la valeur actualisée du prix d'exercice de ces dernières.

#### 16.2. Instruments financiers

##### Méthode comptable

---

###### Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers, lors de leur comptabilisation initiale, conformément aux dispositions prévues par IFRS 9 qui repose sur une approche basée d'une part sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs et d'autre part sur le modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention.

En pratique, pour le groupe Vicat, le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels conduit à distinguer d'une part les instruments de nature prêt ou créance, dont l'évaluation est fonction du modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention, et d'autre part les instruments de capitaux propres.

La norme prévoit ainsi trois catégories pour les prêts et créances, chacune associée à un mode de gestion distinct :

- les actifs financiers évalués au coût amorti, dont l'objectif est de les détenir pour percevoir les flux de trésorerie contractuels. C'est le cas notamment de l'essentiel des prêts et des créances ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, dont l'objectif est de les détenir à la fois pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre ;

- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour ceux ne correspondant à aucun des deux modèles économiques ci-dessus.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction.

Les instruments de nature créance font l'objet d'une dépréciation sur la base des pertes de crédit attendues sur la totalité de la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit étant appréhendé et apprécié sur la base de données historiques et des informations disponibles à la clôture.

### **Passifs financiers**

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

### **Instruments dérivés et relations de couverture**

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement.

Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecteraient le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future "hautement probable") et qui affecterait le résultat net présenté.

L'application de la comptabilité de couverture entraîne les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la réévaluation à la juste valeur du risque couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de flux de trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

## Hypothèses, estimations et jugements

---

### Actifs financiers

Les instruments de capitaux propres sont, en application d'IFRS 9, des actifs financiers évalués à la juste valeur, dont les variations sont à enregistrer en résultat ou en autre éléments du résultat global non recyclables en résultat, suivant l'option retenue à l'origine, titre par titre. Pour certains titres non consolidés non cotés, la méthode du coût a cependant été maintenue dans la mesure où elle constitue la meilleure approximation disponible de la juste valeur.

### Instruments dérivés et relations de couverture

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan et sont estimés à partir des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des swaps de taux, swaps de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;
- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Conformément à IFRS 13, les risques de contrepartie ont fait l'objet d'une estimation. L'impact de l'ajustement de crédit de valeur (CVA ou exposition en cas de défaut de la contrepartie) et de l'ajustement de débit de valeur (DVA ou exposition de la contrepartie en cas de défaut du Groupe) sur l'évaluation des instruments dérivés a été estimé en retenant une exposition au défaut calculée selon la méthode des "add-ons forfaitaires", une perte en cas de défaut de 40% et une probabilité de défaut déterminée à partir des ratings des banques ou de celui estimé du Groupe. L'impact sur la juste valeur n'est pas matériel et n'a pas été intégré à la valeur de marché des instruments financiers telle que présentée ci-dessus.

---

Le groupe Vicat a continué sans difficulté à gérer ses instruments de couverture et son risque de liquidité durant le semestre comme en témoignent les éléments ci-dessous :

### Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

### Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine de 5, 7 et 10 ans.

Le Groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

### Risque de liquidité

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 433 millions d'euros au 30 juin 2023 (370 millions d'euros au 31 décembre 2022).

Le Groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 550 millions d'euros, entièrement utilisé au 30 juin 2023. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.



Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 30 juin 2023 équivalent à celui des billets émis, soit 550 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces covenants portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité ("leverage" correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé) et à la structure financière ("gearing" correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des covenants, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du groupe, du faible niveau de "gearing" (55,80%) et de "leverage" (2,59), et de la liquidité du bilan du groupe, l'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière du groupe. Au 30 juin 2023, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les covenants contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant au 30 juin 2023 :

<i>(en milliers de devises)</i>	Valeur nominale (devises)	Valeur nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
				< 1 an (euro)	1 - 5 ans (euro)	> 5 ans (euro)
<b>Couverture de flux de trésorerie (a)</b>						
Instruments de taux d'intérêt						
- Caps Euro	714 500 €	714 500	34 580	4 139	28 132	2 310
<b>Instruments de change (a)</b>						
Couverture du risque de change sur financements intra-groupe						
- VAT \$	200 000 \$	184 060	1 479	1 479		
- VAT TRY	150 000 TRY	5 297	304	304		
<b>TOTAL</b>		<b>903 857</b>	<b>36 363</b>	<b>5 922</b>	<b>28 132</b>	<b>2 310</b>

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 30 juin 2023 :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	-
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	36,4
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (cf. note 11)	51,1

## NOTE 17 – FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 Juin 2023</b>	<b>31 décembre 2022</b>
<b>Ouverture</b>	<b>540 374</b>	<b>459 647</b>
Variations	8 784	89 571
Variations de change	(20 660)	(8 821)
Variations de périmètre	147	3
Autres mouvements	(295)	(27)
<b>Clôture</b>	<b>528 350</b>	<b>540 374</b>

## NOTE 18 - FLUX DE TRÉSORERIE

### 18.1 Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées au 30 juin 2023 par le Groupe se sont élevés à 215 millions d'euros contre (24) millions d'euros au 30 juin 2022.

Cette augmentation des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre les premiers semestres 2023 et 2022 provient principalement de la variation du besoin en fonds de roulement de 218 millions d'euros par rapport au premier semestre 2022, et de la hausse de la capacité d'autofinancement de 21 millions d'euros.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>BFR</b>	Variation	Autres	<b>BFR</b>	Variation	Autres	<b>BFR</b>
	<b>1er Janvier 2022</b>	BFR	variations	<b>31 Décembre 2022</b>	BFR	variations	<b>30 Juin 2023</b>
Stocks	429 243	138 032	(6 482)	560 794	(1 069)	(17 172)	542 553
Clients et autres débiteurs	642 510	70 338	15 738	728 586	78 412	(25 634)	781 365
Fournisseurs et autres créditeurs	(730 002)	(104 238)	17 128	(817 112)	(53 258)	29 725	(840 645)
<b>BFR</b>	<b>341 752</b>	<b>104 132</b>	<b>26 384</b>	<b>472 268</b>	<b>24 086</b>	<b>(13 081)</b>	<b>483 273</b>

### 18.2 Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées au 30 juin 2023 par le Groupe se sont élevés à (154) millions d'euros contre (238) millions d'euros au 30 juin 2022.

#### Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements nets effectués pour les investissements industriels (143,8 millions d'euros au 30 juin 2023 et 178,5 millions d'euros au 30 juin 2022) correspondant pour l'essentiel aux premiers semestres 2023 et 2022, à des investissements réalisés aux Etats-Unis, en France et au Sénégal.

#### Acquisitions / cessions de titres consolidés

Les opérations d'acquisition/cession de titres de sociétés consolidées réalisées au cours du premier semestre 2023 se sont traduites par un décaissement global de (0,3) millions d'euros, lié à l'acquisition d'une participation majoritaire en France.

## INFORMATIONS SECTORIELLES

### Méthode comptable

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information sectorielle a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux zones géographiques et aux activités.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 6 zones géographiques suivantes dans lesquelles le Groupe exerce ses activités et qui peuvent regrouper, comme le permet la norme IFRS 8, les pays présentant des similitudes :

- la France,
- la zone Europe (hors France) regroupant la Suisse et l'Italie,
- la zone Amériques regroupant les Etats-Unis et le Brésil,
- la zone Asie regroupant l'Inde et le Kazakhstan,
- la zone Méditerranée composée de la Turquie et de l'Egypte,
- la zone Afrique, réunissant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Cette organisation par zones géographiques permet d'appréhender la nature et les impacts financiers des environnements économiques dans lesquels le Groupe opère et traduit bien son organisation matricielle ainsi que la prédominance des aspects géographiques dans les analyses stratégiques présentées à la Direction Générale. Une information additionnelle plus synthétique est présentée par secteurs d'activité.

Les indicateurs de gestion présentés au titre de ces secteurs opérationnels ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT courant, Actifs non courants, Capitaux nets investis, Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

### Information par secteur géographique

L'information relative aux zones géographiques est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

30 Juin 2023 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie	Méditer- ranée	Afrique	Total
<b>Compte de résultat :</b>							
Chiffre d'affaires opérationnel	654 034	196 581	450 418	232 956	195 979	207 796	1 937 764
Eliminations inter-pays	(23 887)	(1 324)		(53)		(206)	(25 469)
Chiffre d'affaires consolidé	630 147	195 257	450 418	232 903	195 979	207 591	1 912 294
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	105 760	46 016	83 653	31 783	20 789	26 469	314 469
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	58 007	28 893	44 948	15 174	11 721	7 500	166 243
<b>Bilan :</b>							
Total des actifs non courants	944 989	659 405	1 378 464	650 578	310 614	616 360	4 560 411
Capitaux nets investis (1)	876 083	593 556	1 113 973	653 751	337 510	653 894	4 228 765
<b>Autres informations :</b>							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	52 890	8 053	48 360	4 962	8 154	39 818	162 237
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(47 640)	(17 525)	(35 607)	(16 058)	(8 952)	(17 919)	(143 701)
Effectif moyen	3 305	702	2 267	1 225	1 411	967	9 877

<b>30 Juin 2022</b> <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie	Méditer- ranée	Afrique	Total
<b>Compte de résultat :</b>							
Chiffre d'affaires opérationnel	625 959	185 019	400 954	249 219	145 318	172 102	1 778 571
Eliminations inter-pays	(20 337)	(1 442)		(42)		(2 231)	(24 051)
Chiffre d'affaires consolidé	605 622	183 577	400 954	249 177	145 318	169 871	1 754 520
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	80 318	41 231	54 832	52 282	16 381	23 839	268 884
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	31 215	24 901	22 238	34 597	9 386	6 156	128 495
<b>Bilan :</b>							
Total des actifs non courants	891 323	658 171	1 319 115	712 906	386 981	550 942	4 519 437
Capitaux nets investis (1)	916 007	634 925	1 070 213	722 788	439 899	592 329	4 376 162
<b>Autres informations :</b>							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	52 609	11 534	82 878	12 357	11 444	25 874	196 697
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(47 575)	(16 075)	(31 332)	(16 438)	(6 844)	(16 420)	(134 684)
Effectif moyen	3 230	716	2 201	1 224	1 330	938	9 639

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

### Informations par activité

<b>30 Juin 2023</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
<b>Compte de résultat :</b>				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 235 638	707 793	231 962	2 175 394
Eliminations inter – secteurs	(177 691)	(16 468)	(68 941)	(263 100)
Chiffre d'affaires consolidé	1 057 947	691 326	163 021	1 912 294
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	224 304	73 975	16 190	314 469
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	129 643	28 461	8 139	166 243
<b>Bilan :</b>				
Capitaux nets investis (1)	3 060 599	1 013 446	154 721	4 228 765

<b>30 Juin 2022</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
<b>Compte de résultat :</b>				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 094 592	675 133	226 129	1 995 855
Eliminations inter – secteurs	(157 187)	(16 409)	(67 738)	(241 334)
Chiffre d'affaires consolidé	937 405	658 724	158 391	1 754 520
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	191 971	62 916	13 997	268 884
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	104 675	17 988	5 831	128 495
<b>Bilan :</b>				
Capitaux nets investis (1)	3 150 500	998 608	227 054	4 376 162

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

## AUTRES INFORMATIONS

### NOTE 19 - TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur les périodes présentées, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2023 et 2022 est la suivante par nature de partie liée :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2023				30 Juin 2022			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	2 190	843	6 481	1 598	2 151	1 092	4 060	1 669
Autres parties liées		558				600		
<b>Total</b>	<b>2 190</b>	<b>1 401</b>	<b>6 481</b>	<b>1 598</b>	<b>2 151</b>	<b>1 692</b>	<b>4 060</b>	<b>1 669</b>

### NOTE 20 - ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2023.

### NOTE 21 - LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 30 JUIN 2023

#### Intégration globale : France

SOCIÉTÉ	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 Juin 2023	31 Décembre 2022
VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	-	-
AGENCY BULK CHARTERING VICAT	FRANCE	NANTES	49,99	49,99
ANNECY BETON CARRIERES	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,98	49,98
LES ATELIERS DU GRANIER	FRANCE	CHAPAREILLAN	99,98	99,98
BETON VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
BETON TRAVAUX	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
CENTRE D'ETUDE DES MATERIAUX ET DES BETONS	FRANCE	FILLINGES	79,99	79,99
DELTA POMPAGE	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
GRANULATS VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
PARFICIM	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATMA	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATM	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
SIGMA BETON	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,99	99,99
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98

## Intégration globale : Etranger

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 Juin 2023	31 Décembre 2022
CIPLAN	BRESIL	BRASILIA	76,18	76,18
VICAT BRASIL	BRESIL	BRASILIA	(1)	100,00
SINAI CEMENT COMPANY	EGYPTE	LE CAIRE	67,18	67,18
JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
MYNARAL TAS COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
BUILDERS CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF ALABAMA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY INC	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
WALKER CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	GEORGIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	94,90	94,90
GECAMINES	SENEGAL	THIES	100,00	100,00
POSTOUDIOKOUL	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,90	99,90
ALTOLA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	100,00	100,00
BETON AG BASEL	SUISSE	BALE	100,00	100,00
BETON AG INTERLAKEN	SUISSE	INTERLAKEN (BERN)	75,42	75,42
BETONPUMPEN OBERLAND SA AARETAL	SUISSE	WIMMIS (BERN)	82,46	82,46
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,67	66,67
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	81,17	81,17
FRISCHBETON THUN AG	SUISSE	THOUNE (BERN)	53,48	53,48
KIESTAG KIESWERK STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
KIES NEUENDORF AG	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	50,00	50,00
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER WERK BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	KANDERGRUND (BERN)	98,55	98,55
SOLOTHURNER ENTSORGUNGS GESELLSCHAFT AG	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
SONNEVILLE AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON JURA SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	84,81	84,81
VIGIER BETON KIES SEELAND AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER BETON MITTELLAND AG	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON ROMANDIE SA	SUISSE	ST . URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIGIER BETON SEELAND JURA AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	94,24	94,24
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY-LA HEUTTE (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER RAIL AG	SUISSE	MÜNTSCHEMIER (BERN)	100,00	100,00
VIGIER TRANSPORT AG	SUISSE	BELLACH (SOLEURE)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY-LA HEUTTE (BERN)	100,00	100,00
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BIKILTAS	TURQUIE	KONYA	100,00	100,00
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
KONYA HAZIR BETON	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
MAURICIM	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	100,00	100,00
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,02	51,02
KALBURGI CEMENT	INDE	HYDERABAD	99,99	99,99

(1) Entité fusionnée au 30 juin 2023

**Mise en équivalence : France**

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 Juin 2023	31 décembre 2022
ALTèreNATIVE	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,99	49,99
BIOVAL	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	39,99	39,99
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE	FRANCE	EPERVANS	33,28	33,28
DRAGAGES ET CARRIERES	FRANCE	EPERVANS	49,98	49,98
SABLIERES DU CENTRE	FRANCE	LES MARTRES D'ARTIERE	49,99	49,99
SCI ABBE CALES	FRANCE	CHAMBERY	69,99	69,99
EST LYONNAIS GRANULATS	FRANCE	DIJON	33,33	33,33

**Mise en équivalence : Etranger**

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 Juin 2023	31 Décembre 2022
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	50,00
GRAVIERE DE LA-CLAIE-AUX-MOINES	SUISSE	SAVIGNY	35,00	35,00
PROBETON	SUISSE	VERNIER	50,20	50,20
VACARBO AG	SUISSE	LUTERBACH	50,00	-
VITO RECYCLING SA	SUISSE	PERY-LA HEUTTE (BERN)	50,00	50,00
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN	50,00	50,00
SINAI WHITE CEMENT	EGYPTE	LE CAIRE	17,06	17,06
PLANALTO	BRESIL	BRASILIA	37,33	37,33



# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2023**



**Vicat S.A.**

4 rue Aristide Bergès - 38080 L'Isle d'Abeau

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2023**

Période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société, relatifs à la période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**II – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés. Les commissaires aux comptes,

Lyon, le 26 juillet 2023

KPMG SA

Philippe Massonnat

Associé

Chamalières, le 26 juillet 2023

Wolff et Associés S.A.S.

Grégory Wolff

Associé



# DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

"J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, ci-joint en page 3 et suivantes, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice."

L'Isle d'Abeau, le 27 juillet 2023

**Guy Sidos**

Président Directeur-Général



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros  
Siège social : Les 3 Vallons – 4 rue Aristide Bergès 38080 L'Isle d'Abeau  
Tél. : +33 (0)4 74 27 59 00- Fax : +33 (0)4 74 18 41 15  
RCS Vienne 057 505 539 - SIREN 057 505 539